



# CDG<sup>64</sup>

## Rapport d'activités et résultats comptables

# 2021

CENTRE DE  
**GES  
TION**

de la fonction publique territoriale  
des Pyrénées-Atlantiques



# RAPPORT D'ACTIVITÉS ET RÉSULTATS COMPTABLES 2021

- **815 collectivités et établissements publics affiliés**
- **7 collectivités et établissements publics adhérents**  
(+ 350 fonctionnaires)
- **9 882 dossiers de fonctionnaires et 2 943 dossiers d'agents contractuels**
- L'activité du CDG répartie en **69** missions analytiques
- Présentation de l'activité 2021 par Direction :
  - Direction Générale
  - Secrétariat Général
  - Direction Expertise juridique et instances consultatives
  - Direction Santé et conditions de travail
  - Direction Emploi, Mobilité et RH

## DIRECTION GÉNÉRALE



**7 Équivalents Temps Plein**

**A : 1,78**

**B : 2,82**

**C : 2,40**

*(5,68 ETP en 2020)*



**600 950 €**

*→ 10,2 % des dépenses  
de fonctionnement  
dont **Mission générale** :  
2,2 %*

*(592 575 € en 2020)*



# LE FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS DU CDG 64

## Contexte

→ Renouvellement du Conseil d'Administration

→ Le CA = organe délibérant composé de 29 membres titulaires et 25 membres suppléants

→ Le Bureau = le Président, 4 Vice-présidents et 2 administrateurs délégués

 0,70 ETP

 118 833 €

112 779 € en 2020

Frais de personnel, indemnités élus, frais de déplacement

- **16** réunions en 2021 :
  - 8 réunions des commissions spécialisées
  - 4 réunions du Bureau
  - 4 réunions du Conseil d'Administration

**53**  
délibérations  
adoptées

- **Des décisions importantes en faveur de l'accompagnement des collectivités :**

- Une nouvelle mission Référent signalement et traitement actes de violence
- Création d'une prestation Accompagnement social et soutien psychologique pour les agents des collectivités adhérentes
- Création d'une prestation de Conseil en organisation
- Présentation d'un plan d'actions relatif aux conditions de travail des aides à domicile
- De nouvelles prestations proposées par le Pôle Missions temporaires



# COMMISSION DÉVELOPPEMENT NUMÉRIQUE

ZOOM

- Commission animée par Mme Valérie CASTREC, 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente du CDG





# COMMISSION COMMUNICATION EXTERNE

ZOOM

- Commission animée par M. Emmanuel ALZURI, Maire de BIDART, 2<sup>ème</sup> Vice-président du CDG 64

Réalisation d'un état des lieux des actions de communication externe du CDG

→ 2 actions prioritaires menées en 2021

1. Définition de l'**identité du CDG** : fruit d'une réflexion menée par l'équipe projet, la Commission communication externe et l'équipe de Direction

2. Une réflexion participative conduite sur les actions de modernisation de la communication du CDG à mener.

Un plan d'actions validé répondant à

3 grands enjeux :

- Améliorer la visibilité du CDG
- Développer le recours aux prestations
- Faciliter l'accès des collectivités au CDG

Une **priorité** : la **création d'une nouvelle identité visuelle** (modernisation du logo et création d'une nouvelle charte graphique).



Afin de professionnaliser la démarche, le CDG est accompagné et conseillé par un cabinet de communication.

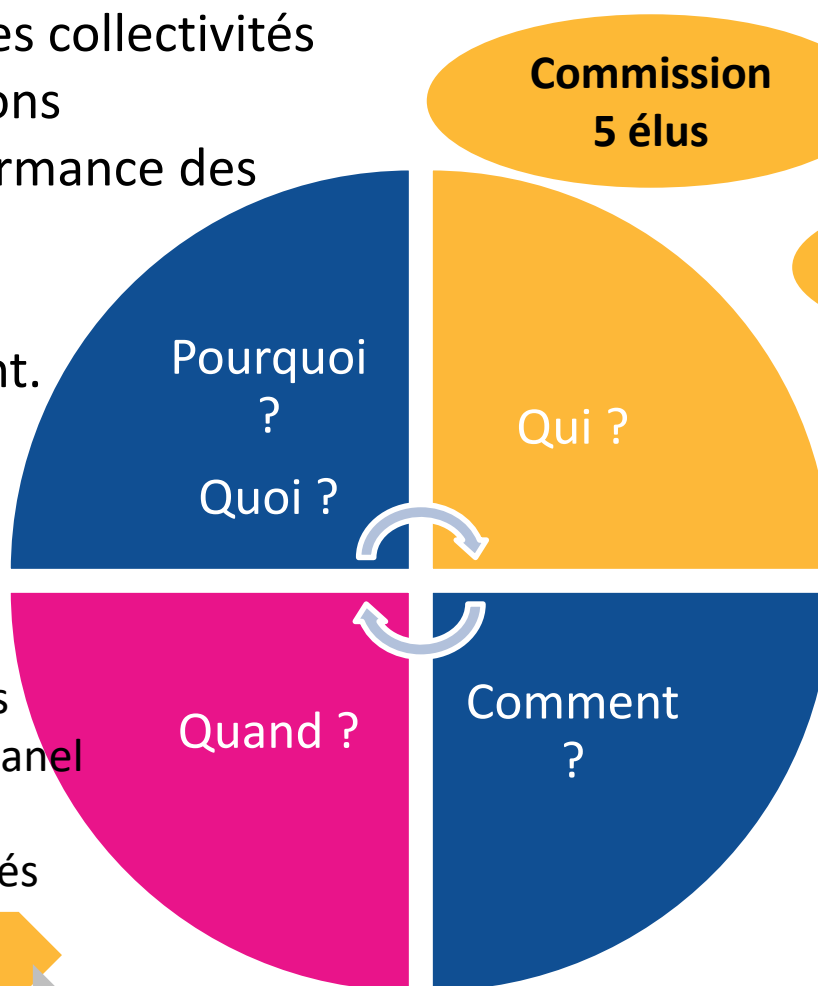


8 réunions  
du groupe  
de travail  
Agent

D'autres actions programmées pour 2022 :

- Une « mallette » de bienvenue pour les élus
- Un nouveau plan de communication des bilans
- Intégrer les réseaux sociaux
- Être transparent sur les délais de réponse
- Faire de l'accueil l'axe de transmission du CDG

- Mieux répondre aux besoins des collectivités
- Apprécier l'efficacité des missions
- Améliorer la qualité et la performance des missions, les faire évoluer
- Identifier ce qui fonctionne, ce qu'il faut améliorer et comment.



**Commission  
5 élus**

**Animée par M. Claude AUSSANT**  
3<sup>ème</sup> Vice-Président du CDG, Maire d'ARUDY

**Groupe travail  
7 agents**

**Support  
opérationnel**

### Plan de travail

1 questionnaire global en ligne pour les collectivités

Des entretiens dans un panel de 30 collectivités

Des outils pour les missions facturables



Construction du plan de travail

2021



Questionnaire  
Traitement et analyse des résultats

2022



Entretiens dans un panel de 30 collectivités

2023

Construction des outils d'évaluation des missions facturables et déploiement





**Commission**  
Animée par M. Michel BERNOS  
4<sup>ème</sup> Vice-Président du CDG  
Maire de JURANÇON

**Groupe travail**  
4 agents  
1 pilote

**Questionnaire anonyme à destination de l'ensemble des agents du CDG 64**  
concernant leurs habitudes, attentes, suggestions sur chacun des thèmes retenus

- ➔ 66 réponses recueillies
- ➔ Très bonne représentativité des résultats

**1 Commission**  
**1 groupe de travail**

**5 thèmes de travail retenus**

**Construction d'un questionnaire**

**Réalisation d'un diagnostic**

1. Mobilité durable
2. Consommation durable
3. Biodiversité et espaces verts
4. Mieux travailler ensemble
5. S'alimenter autrement

- **Propositions d'actions pour 3 thèmes** (mobilité durable, consommation durable, biodiversité et espaces verts)
- **Validation des actions relatives à ces 3 thèmes fin 2021**





## GROUPE DE TRAVAIL CTI - CHSCTI

ZOOM

- Délégation confiée à Mme MAINE et M. OXIBAR, Administrateurs délégués.

Objectifs

Animer des **groupes de travail** et de **réflexion collective** en vue de mettre en place des actions d'**accompagnement des collectivités** dans la mise en œuvre de leurs **politiques RH**, en particulier en matière de santé au travail, notamment pour les collectivités relevant du CTI.

Participants

Groupe de travail constitué de membres siégeant au CTI/CHSCTI :  
**5 représentants du personnel et 4 représentants de l'Administration.**

Travaux  
2021

- **1<sup>ère</sup> thématique : les Lignes Directrices de Gestion (LDG)**

**Objectif** : Accompagner les collectivités employant moins de 50 agents dans la mise en place des LDG.


➔ **2 modèles** de Lignes Directrices de Gestion élaborés par le **groupe de travail mis à disposition des collectivités** pour en faciliter la mise en place.



# LA COOPÉRATION RÉGIONALE DES CENTRES DE GESTION

## Contexte et missions

- Signature d'un schéma régional de coordination, de mutualisation et de spécialisation entre les 12 CDG de la Nouvelle-Aquitaine
- Mutualisation en matière de concours, emploi, FMPE, productions documentaires juridiques, formation...
- CDG 33 : Centre coordonnateur des CDG de la Nouvelle Aquitaine

 0,29 ETP

 29 233 €

26 731 € en 2020

- Signature du Schéma régional de coordination, de mutualisation et de spécialisation 2021 - 2026
- CDG 64 : investi comme CDG pilote en matière d'Observation et de production documentaire
- Des travaux et réalisations communes sur :
  - l'accompagnement à la mobilité, les services de remplacements et les formations de Secrétaires de Mairie.
  - **Production documentaire** : rédaction de notes/guides, mensuel Mag RH, diaporamas d'actualités statutaires... → Cf. *Mission Production documentaire mutualisée*
  - Formation : 23 formations organisées par la Coopération régionale dont 15 suivies par des agents du CDG 64



14 réunions / groupes de travail au total

3 Réunions du Comité Stratégique et d'Orientation

4 Réunions des Directeurs


7 Réunions des groupes de travail

Observation, production documentaire, emploi, mobilité et formation

## Contexte et missions

→ Deux associations nationales pour fédérer l'action des CDG

→ Un Groupement d'intérêt Public (GIP) informatique pour mutualiser

 0,18 ETP

 31 885 €

37 282 € en 2020


Participation à **16** réunions au total :

- **FNCDG** : 6 réunions de groupe de travail (Statut et Club utilisateur site Emploi Territorial)
- **ANDCDG** : 10 réunions de commissions ou groupes de travail (statut, Assurance statutaire-action sociale et protection sociale, Observatoire des données sociales et politiques de l'emploi, Observatoires régionaux, Management public Conseil en organisation et Médiation)

## Missions

- Observatoire Régional de l'Emploi et de la FPT créé en 2016
- Compétence obligatoire des CDG depuis la loi du 20 avril 2016
- 2 CDG pilotes : CDG 64 - CDG 17
- Proposer des analyses sur l'emploi et la gestion des ressources humaines + accompagner les CDG Néo-aquitains dans leurs missions d'observation + proposer des outils opérationnels

 1 ETP

 69 168 €

62 459 € en 2020

*Mutualisation CDG Néo aquitains : 100 % Responsable Observation et prospective = reversement à venir au CDG 64 de 38 235 € au titre de l'année 2021*

## ► Rapport Social Unique (RSU) – Campagne 2021

- Suivi et assistance des CDG pour la campagne de collecte des RSU 2020
- Prise en charge de campagnes départementales lors des congés annuels
- Réalisation de supports communs régionaux : courriers, mails, FAQ, infographies, documents de formation, infobulles, notes stratégiques
- Suivi de l'application et tests
- Organisation d'une formation RSU
- Mise à jour des 7 outils de synthèses et d'exploitation du RSU

## ► Rapport Social Unique (RSU) – Campagne 2022


- Travail avec la DGCL et le CIG Grande Couronne sur l'élaboration du cahier technique et des contrôles de cohérence


- **Module GPEEC et mobilité**
  - 1 présentation du module GPEEC en CSO et 5 sessions de formations
  - Développement d'outils de synthèses
  - Réalisation du **guide utilisateur** + mise à disposition d'**outils communs** : vidéo, brochure, guide de déploiement et supports de formation
- **Lignes Directrices de Gestion**
  - Mise à jour d'un **outil d'aide à la réalisation** des LDG à destination des Collectivités
- **Égalité professionnelle**
  - Création d'un **outil de baromètre et d'aide à l'élaboration d'un plan d'action égalité pro** (« Actions Égalité Pro » (AEP))
- **Publication des résultats de l'enquête sur les difficultés de recrutement**
- **Participation à l'élaboration de la seconde synthèse nationale des indicateurs RH**
- **Participation à l'élaboration du panorama national**
- **3 articles dans la presse :**
  - Dans la Gazette des Communes : <https://www.lagazettedescommunes.com/777865/egalite-professionnelle-un-barometre-pour-levaluer-dans-les-collectivites/> ;
  - Dans l'AEF : <https://www.aefinfo.fr/depeche/660717-les-collectivites-pourront-bientot-evaluer-leurs-actions-en-faveur-de-l-egalite-professionnelle-grace-a-un-barometre>
  - Dans la Gazette des Communes : [Les collectivités de Nouvelle-Aquitaine expliquent leurs difficultés de recrutement \(lagazettedescommunes.com\)](https://www.lagazettedescommunes.com/777865/egalite-professionnelle-un-barometre-pour-levaluer-dans-les-collectivites/)

**L'Observatoire a été destinataire d'un courrier de la Ministre Amélie de Montchalin en remerciement des travaux réalisés sur l'égalité professionnelle**

## Missions

- Assurer la mission générale d'information sur l'emploi public territorial
- Gérer et collecter des données sociales sur l'ensemble des domaines de la GRH
- Proposer aux collectivités des outils de pilotage RH

 **1,46 ETP**

 **66 380 €**

*27 951 € en 2020*

- **Rapport Social Unique (RSU) 2020**

- Lancement et suivi de la **campagne de collecte du RSU 2020**
- **1 016 collectivités** des Pyrénées-Atlantiques **interrogées**
- Plus de **600 accompagnements** à la saisie pour les collectivités et établissements du département
- **477 analyses individuelles** du Bilan Social à destination des collectivités
- Taux de retour en nombre de collectivités : **80 %**
- Taux de retour en nombre d'agents : **96 %**

- **Réalisation du Bilan de l'Emploi**

- **Enquête secrétaires de mairie**

- Collectivités contactées : **480**
- Nombre de réponses : **198**
- Réalisation **d'une analyse** et élaboration **d'un document de restitution**

- **Module GPEEC**
  - Prestation :
    - Prise de contact effectuée par tous moyens : 100
    - Nombre de **devis envoyés** : 25
    - Nombre de **devis signés**: 4
    - Nombre de **présentations réalisées** : 5
  - Élaboration :
    - **d'un guide utilisateur**
    - **d'outils de communication : vidéo, brochure**
    - **d'un guide de déploiement**
    - **d'un support de formation**
- **Outil Baromètre « Égalité professionnelle »**
  - Elaboration **d'un guide utilisateur** et d'une **vidéo de promotion**
  - Mise à disposition de l'outil : 2





# LA GESTION DU CONSEIL DE DISCIPLINE

## Missions

→ Assurer, pour le compte des collectivités affiliées, le secrétariat du Conseil de discipline composé de représentants des employeurs et du personnel et présidé par un Magistrat du TA

→ En amont des séances, assister les employeurs territoriaux dans la procédure disciplinaire

 0,07 ETP

 8 547 €

6 983 € en 2020

- **10 saisines du conseil de discipline** (6 en 2020, 13 en 2019 et 4 en 2018) dont 2 saisines retirées avant la tenue de la séance.
- **Type de collectivités concernées : 8 communes**
- **Catégories hiérarchiques des agents concernés :**
  - 7 fonctionnaires et 1 contractuel de **catégorie C**
  - 1 fonctionnaire de **catégorie B**
  - 1 fonctionnaire de **catégorie A**
- **Avis prononcés :**
  - 2 révocations
  - 1 rétrogradation au grade inférieur
  - 5 exclusions temporaires de fonctions d'une durée allant de 3 jours à 6 mois.

# LES RÉSEAUX PROFESSIONNELS : DRH-DGS ET SECRÉTAIRES DE MAIRIE

## Missions

- Organiser des rencontres régulières avec les professionnels des collectivités : veille juridique et partage d'expériences
- Réseau DRH et DGS : collectivités employant + de 20 fonctionnaires
- Réseau Secrétaires de mairie : collectivités employant moins de 20 fonctionnaires

## DRH-DGS



0,20 ETP



14 922 € 19 712 € en 2020

## Secrétaires de mairie



0,24 ETP



16 717 € 10 539 € en 2020

## 2 réseaux professionnels gérés en Direction Générale :

- **DRH et DGS :**
  - 2 rencontres : 1 visioconférence + 1 à BIZANOS
  - 116 participants
- **Secrétaires de mairie :**
  - 8 rencontres en visioconférence
  - 387 inscrits


**NOUVEAU** : création d'un espace Réseaux professionnels sur le site Internet du CDG 64, permettant de consulter les supports communiqués lors de ces rencontres et les vidéos des visioconférences.


# LA COMMUNICATION EXTERNE

## Missions

→ Communiquer sur les actions du CDG 64

→ Cette mission regroupe les actions de communication transversales à l'établissement

 0,40 ETP

 35 855 €


27 203 € en 2020


- Une **Commission dédiée** à la **Communication externe** du CDG 64
- **Les principales actions :**
  - **Nouvelle plaquette institutionnelle** du CDG
  - Participation à la **40<sup>e</sup> rencontre des élus locaux et des agents des Pyrénées-Atlantiques**, organisée par l'ADM 64
  - Colloque en visioconférence « **La crise sanitaire, 1 an après : quels enseignements ? Le télétravail... Mais encore ?** » avec l'intervention de Jérôme Grolleau, sociologue-consultant, en partenariat avec la MNT et le SNDGCT
- **La communication externe au quotidien :**
  - Actualisation et suivi du site Internet → 5 nouvelles pages dédiées aux Elections professionnelles et au télétravail
  - 41 lettres d'informations du CDG 64 transmises
  - Rapport annuel d'activités des services, vœux dématérialisés...

## Missions

→ Assurer l'accueil général de la Maison des Communes (y compris l'APGL, l'ADM 64 et le CAS départemental)

- **3 224** visiteurs (- 6 % par rapport à 2020)
- **12 420** courriers et colis expédiés (stable)
- **11 876** courriers reçus (- 6 % par rapport à 2020)

 **1,02** ETP

 **58 896 €**

*61 117 € en 2020*

# LA MÉDIATION PRÉALABLE OBLIGATOIRE

## Missions

→ Mission facultative créée en avril 2018

→ Mettre en œuvre un mode alternatif de règlement de certains différends entre un agent et son employeur dans le cadre d'un dialogue constructif

**Engagement du CDG 64 dans l'expérimentation jusqu'au 31 décembre 2021 → tiers de confiance auprès des agents et des collectivités** (290 collectivités adhérentes)


- **3 médiations conduites en 2021 :**


- Accord pour l'une d'entre elles,
- Pas d'accord formel, mais l'échange a permis d'envisager sereinement la poursuite de la relation de travail pour les deux autres.

- **2 médiations recevables mais « abrégées » :**

- Refus de la collectivité d'entrer en médiation
- Un 1<sup>er</sup> échange avec le Médiateur → le différend s'est réglé en interne

- **2 saisines non recevables en 2021**

 0,05 ETP

 5 214 €

4 323 € en 2020

# LA PROTECTION DES DONNÉES

## Missions

→ Mettre en œuvre le règlement Général de Protection des Données (RGPD)

- **1 agent du CDG 64 assure la mission de Référent Informatique et Libertés (RIL)**
- **1 convention de partenariat a été signée avec LA FIBRE 64 pour l'accompagnement du CDG 64**
- **Actions menées en 2021 :**
  - Organisation et tenue de réunions de sensibilisation du personnel sur la réglementation
  - Suivi des réunions du réseau des RIL animées par le DPD mutualisé de LA FIBRE 64
  - Réalisation de procédures à destination des agents
  - Gestion des cookies sur le site internet du CDG
  - Communication auprès des agents du CDG
  - Mise à jour d'une partie du registre de traitement de données

 **0,26 ETP**

 **14 509 €**

*11 435 € en 2020*

# LE RÉFÉRENT DÉONTOLOGUE

## Missions

### Référent déontologue et laïcité

Mission créée en janvier 2018

### Référent Alerte éthique

Mission créée en septembre 2019

### Référent Signalement et traitement d'actes de violence, de discrimination, de harcèlement ou d'agissements sexistes

Mission créée en mars 2021

€ 15 043 €

12 725 € en 2020

## • Contexte

- Nouvelle mission : Référent Signalement et traitement d'actes de violence, de discrimination, de harcèlement ou d'agissements sexistes
- Participation au réseau national des Référents déontologues créé en 2021 par l'ANDCDG
- Augmentation des saisines (+ 22 saisines / 2020)

## • 53 saisines :

- 8 non recevables (hors champs de compétence)
- 45 intégralement traitées

Déontologie	44
Alerte éthique	1

## Sujets traités en matière déontologique

- Cumul d'activités
- Mobilité dans le secteur privé
- Conflits d'intérêts

32 conseils déontologiques aux agents

12 demandes d'avis par les collectivités

- Création d'entreprise
- Cumul d'activités
- Mobilité public/privé
- Questions diverses d'interprétation
- Secret professionnel / médical





# NOUVEAU : LE RÉFÉRENT SIGNALEMENT D'ACTES DE VIOLENCE, DE DISCRIMINATION, DE HARCÈLEMENT ET D'AGISSEMENTS SEXISTES

ZOOM

- Désignation par le Président du CDG 64 d'un référent  
*Objectif* : permettre aux collectivités de répondre à l'obligation législative de mise en place d'un dispositif de recueil et de traitement des signalements
- Création du dispositif et des modalités de saisine et de traitement
  - Mission facultative des CDG
  - 165 collectivités signataires de la convention au 31/12/21
- Traitement des premiers signalements en 2021
  - 3 signalements reçus concernant des faits de harcèlement moral
    - 2 cas écartés : absence de convention et manque d'éléments précis et circonstanciés nécessaires au traitement du signalement
    - 1 cas traité en partie par le biais de la Médiation par les services du CDG 64

## SECRÉTARIAT GÉNÉRAL



**12,44 Équivalents Temps Plein**

**A : 1,72**

**B : 4,52**

**C : 6,20**

*(5,88 ETP en 2020)*



**956 914 €**

→ **16 % des dépenses de fonctionnement**  
dont **Fonctions support : 8 %**

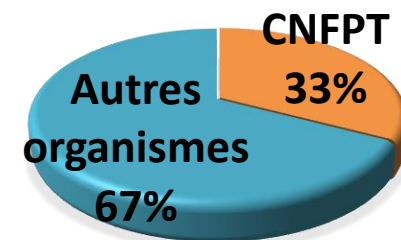
*(697 518 € / 2020)*


# LA GESTION DU PERSONNEL


## Missions

→ Gérer les ressources humaines du CDG 64

- **Au 31/12/2021 : 74** agents sur emploi permanent (70 en 2020) : **61** titulaires, **12** contractuels, **1** détachement, **0** FMPE
- **9** agents sur emploi non permanent
- **2** apprentis
- **1** stagiaire
- **83** agents sont intervenus sur le Pôle Missions temporaires (17,49 ETP par mois)
- **186** arrêtés, 15 contrats, 6 avenants
- **Formations**
  - **71** formations suivies par **65** agents
  - **276 jours** de formation ↗ + 20 jours / 2020  
= **3,6 jours** de formation **par agent sur emploi permanent**



 **1,32** ETP

 **86 403 €**


*83 863 € en 2020*

# LA PAIE ET LA COMPTABILITÉ, LE BUDGET ET LES FINANCES

## Missions

→ Assurer la gestion de la paie, de la comptabilité, du budget et des finances du CDG 64


## Paie et comptabilité :


 2,14 ETP

 97 469 €

71 932 € en 2020

## Budget et finances :

 0,15 ETP

 12 793 €

13 175 € en 2020

- **4 406 écritures comptables : + 25 % / 2020**
  - 2 091 mandats
  - 2 315 titres de recette
- **1 650 bulletins de paie tous statuts confondus**
- Soutien des services opérationnels en matière financière

# LE SUPPORT INFORMATIQUE


## Missions

→ Assurer la maintenance et l'évolution du parc informatique, téléphonique, du réseau, des logiciels et outils associés.

→ Développer des applicatifs pour les besoins des services. Assurer la cohérence logicielle du S.I.

→ Assurer la maintenance du site Internet et de l'intranet

→ Sécuriser les applications

 **3,46 ETP**

 **145 112 €**

*91 761 € en 2020*

- **436** équipements informatiques gérés

<b>Ordinateurs de travail</b>	<b>136</b>
<b>Serveurs</b>	<b>22</b>
<b>Téléphones</b>	<b>76</b>
<b>Ecrans</b>	<b>133</b>
<b>Copieurs Imprimantes</b>	<b>16</b>
<b>Equipements réseaux d'infrastructure (switch, pare-feu, baie de stockage, ...)</b>	<b>23</b>

- Structuration du support informatique en véritable service aux utilisateurs (outil de gestion de tickets, gestion de parc...)

- 14 progiciels gérés

Cosoluce	Comptabilité - paie
GRH	Gestion des contacts des collectivités
CIRIL	Gestion des dossiers des agents territoriaux
GED	Gestion électronique documentaire (à remplacer)
Télédéclarations	Gestion des cotisations des collectivités
Recrutement	Gestion des offres pour les missions du recrutement
AT+	Concours (fin de vie)
Medtra	Gestion des dossiers médicaux (à remplacer)
GestSup	Gestion de tickets des collectivités
NextCloud CDG64	Echanges de fichiers – Plateforme collaborative
Intranet/Congés/Réservations	Communication interne
Portail médecine	Échanges avec les collectivités – Médecine
Base prévention	Gestion du réseau des Assistants de prévention
Agirhe	Elections pro./Gestion des dossiers des agents / Instances

- **Accompagnement à la migration vers le progiciel Civil RH**
- **Axe prioritaire : Cybermalveillance & Sécurité du Système d'Information**
  - Démarche d'amélioration continue avec la mise en œuvre d'audits réguliers et des préconisations retenues.
  - Échanges réguliers avec l'ANSSI et le prestataire historique : segmentation du réseau, politique de changement des mots de passes, réduction des risques d'exposition externe.






# LA MAINTENANCE DE LA MAISON DES COMMUNES ET LA GESTION DES PRESTATAIRES

## Missions

- Intervenir pour le compte des besoins de la structure
- Assurer la gestion des prestataires divers


## Maintenance :

 0,90 ETP

 55 261 €

56 456 € en 2020

## Gestion des prestataires :

 0,16 ETP

 11 054 €

11 336 € en 2020

- **COVID-19** : achat et gestion des stocks en gel hydro-alcoolique, lingettes, masques, plexiglass, containers recyclage des masques...
- Parc automobile : **33** véhicules gérés (14 APGL et 19 CDG)
- Parc reprographie : **12** copieurs (4 APGL et 8 CDG), massicot, plieuse : demandes intervention technique, relevés de compteurs, renouvellement de copieurs...
- **+ de 800** interventions annuelles (opérations de maintenance, reprographie interne, augmentation des dépannages...)
- 5 aménagements de bureaux et aménagement de la pergola
- Suivi des différents prestataires : Chaufferie/climatisation, société de nettoyage, espaces verts, alarmes, ascenseurs...
- **Extension de la Maison des Communes** (réunions suivi du chantier, contacts fournisseurs d'accès et intervenants...)
- Coordination de l'installation du réseau de chaleur urbain
- Coordination travaux sur le bâtiment existant : bureau, sanitaires, parking...

# LA REPROGRAPHIE POUR LES COLLECTIVITÉS

## Missions

→ Assurer la reprographie de documents pour des collectivités et pour des besoins en interne

 0,05 ETP

 4 185 €

4 324 € en 2020

Mission facultative (avec financements propres de 9 771 €)


- 9 communes ont sollicité le CDG pour la mise en page et l'édition de bulletins municipaux
- Reprographie pour des besoins internes à la Maison des Communes (hors CDG) : APGL, ADM 64, organisations syndicales...




# LA GESTION DES FONCTIONNAIRES MOMENTANÉMENT PRIVÉS D'EMPLOI (FMPE)

## Missions

→ Assurer la prise en charge des fonctionnaires momentanément privés d'emploi

 0,03 ETP

 2 372 €


30 440 € en 2020


- **0** FMPE géré jusqu'au 30 avril 2020 :
  - **1** agent de catégorie A : ancien Directeur Général des Services d'une commune.
  - En disponibilité depuis le 1<sup>er</sup> mai 2020 dans le cadre d'une reconversion professionnelle.

## Missions

→ Suite aux élections professionnelles en 2018, les conditions d'exercice du droit syndical pour les organisations syndicales représentatives ont été définies

→ Nouvelles conventions signées qui concernent exclusivement le personnel des collectivités affiliées

 0,12 ETP

 303 996 €

297 669 € en 2020

- **6** organisations syndicales : CFDT, CGT, FO, SD64-UNSA, SUD et LAB
- **129** demandes de remboursement de décharges de services
- **21** demandes de remboursement d'autorisations d'absence
- **9** demandes diverses des organisations syndicales dans le cadre de la convention : commandes de matériel, tirages...



# PÔLE ARCHIVES




**222 211 €**

## Missions

→ Prendre en charge les versements des services et effectuer le tri, le classement et les éliminations des archives papiers du Centre de Gestion

→ Répondre aux recherches des services

 0,48 ETP

 27 644 €

23 329 € en 2020


- Pôles Archives rattaché au Secrétariat Général
  - **Prise en charge de 7 versements** en 2021 (3 pour la DEJIC, 2 pour la DEMRH, 1 pour la DG1, 1 pour le SG) = 16,50 m.l.\* classés et 11 m.l. en cours de classement
  - **Éliminations réglementaires** = 10 m.l.\* (en cours)
  - **Réflexion avec les médecins sur une durée d'utilité administrative (DUA) pour les dossiers médicaux santé au travail** : proposition de 50 ans à partir de la dernière pièce du dossier
  - **Réponses à une vingtaine de recherches** et communications aux services

\*m.l. = mètres linéaires

## Missions

→ Mission créée  
en 2019

 0,33 ETP

 18 620 €

5 814 € en 2020

- **Veille documentaire, suivi des réseaux d'archivistes**
- **Échanges** avec les Archives départementales sur le projet d'un Système d'Archivage Electronique
- **Diagnostic des besoins** dans le cadre de la Commission Développement Numérique
- **Mise en place d'une collaboration étroite avec le Pôle Informatique**
  - Accès au serveur de fichiers
  - Utilisation de l'outil *Archifiltre* pour auditer le serveur de fichiers




# LE PÔLE ARCHIVES À DESTINATION DES COLLECTIVITÉS

## Missions

→ Réaliser, à la demande des collectivités, des prestations d'archivage : tri, classement, éliminations, formation des agents, conseils en organisation de classement et gestion de l'espace.

 4 ETP

 175 947 €

155 017 € en 2020

Mission facultative (avec financements propres)

déficitaire de 11 375 €

(déficit de 8 053 € en 2020)

- ▶ **5 archivistes** (depuis le 13/09/2021)
- ▶ **48 rapports d'état des lieux : 33 visites** (28 en communes et 5 en EPCI), **11 demandes d'intervention directe, 2 avenants = 77 % de missions acceptées**
- ▶ **30 nouvelles conventions d'adhésion signées**
- ▶ **41 interventions en collectivités** (30 en communes et 11 en EPCI) = **572 jours d'intervention**
  - dont **1 mission expérimentale** concernant les **archives électroniques** en EPCI
  - dont **9 missions en binôme**
  - dont **3 missions délocalisées** partiellement au **CDG**
- ▶ **Une dizaine de réponses spécifiques apportées**

- **Journée professionnelle transfrontalière sur le thème des archives communales (AD 64) : présentation du Pôle Archives du CDG 64**



LE CENTRE DE GESTION DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES (CDG 64) - RÉSEAU DES SECRÉTAIRES DE MAIRIE



LA GESTION DES ARCHIVES EN COLLECTIVITÉS, DU PAPIER AU NUMÉRIQUE – Entre obligations et solutions

- **Intervention lors du réseau des secrétaires de mairie**



### JOURNÉE PROFESSIONNELLE TRANSFRONTALIÈRE SUR LE THÈME DES ARCHIVES COMMUNALES 16 septembre 2021 – 10h-15h30

JORNADA PROFESIONAL TRANSFRONTERIZA SOBRE EL TEMA DE ARCHIVOS MUNICIPALES  
16 de septiembre del 2021 – 10h-15h30

HERRI ARTXIBOEN GAIAZ, MUGAZ GAINDIKO LAN JARDUNALDIAK  
2021ko Irailaren 16 – 10:00etatik-15:30era

Les Archives départementales des Pyrénées-Atlantiques, en collaboration avec les Archives royales et générales de Navarre vous proposent un webinaire sur le thème des « Archives communales » de part et d'autre des Pyrénées, le 16 septembre 2021 de 10h à 15h30. Réservez dès à présent cette date sur votre calendrier. Le programme et le lien de connexion seront transmis début septembre. Bon été.

El Archivo departamental de los Pirineos Atlánticos, en colaboración con el Archivo real y general de Navarra te invitamos a un webinar sobre el tema de los Archivos municipales por ambos lados del Pirineo, el 16 de septiembre del 2021 de 10h a 15h30. Reserva ya esta fecha en tu calendario. Te transmitiremos el programa y el enlace de conexión a principios de septiembre. Te deseamos un feliz verano.

Pirinio Atlantikoetako Artxiboak, Nafarroako artxibo erreala eta orokorranekin, sesio bat proposatzen dizu Herri artxibo Pirinoko bi aldeetan, 2021ko Irailaren 16an 10:00etatik-15:30era. Egutegian data atxik ezazu oratu. Egitaraua eta Interneten bidez konektatzeko lotura Irailaren hastapenean igorriko dizugu. Uda on pasa.

## DIRECTION EXPERTISE JURIDIQUE ET INSTANCES CONSULTATIVES



**23,70 Équivalents Temps Plein**

**A : 13,53**

**B : 1,17**

**C : 9**

*(20,83 ETP en 2020)*



**1 605 020 €**

*→ 27,3 % des dépenses  
de fonctionnement*

*(1 514 135 € en 2020)*



# PÔLE GESTION STATUTAIRE



**535 033 €**

# LA GESTION DES DOSSIERS INDIVIDUELS DES FONCTIONNAIRES

## Missions

→ Assurer la tenue des dossiers des fonctionnaires employés dans les collectivités affiliées

→ S'assurer de la conformité des actes transmis

→ Assurer la gestion et le suivi des déclarations de vacance d'emploi (DVE)

**9 882** dossiers de fonctionnaires gérés (↗ + 93 /2020)

## PROJETS D'ARRÊTÉS / ARRÊTÉS


- **1 412** projets d'arrêtés rédigés (non automatisés) (↘ - 13 % /2020)
- **8 434** arrêtés des collectivités contrôlés (↗ + 313/ 2020)


## SAISIE – LOGICIEL RH- CIRIL

- **14 730** évènements de carrière
- **9 174** évènements automatisés (↘ - 20 % / 2020)
- **5 556** évènements saisis (↗ + 62 % / 2020)

## NUMÉRISATION - GED

- **2 153** consultations (services du CDG pour numérisation) (↘ - 12 % / 2020)
- **Près de 20 000 feuilles** numérisées (arrêtés, tableaux d'avancement de grade, dossiers de promotion interne...)

 **5,18** ETP

 **325 180 €**

*265 053 € en 2020*


# LA GESTION DES DOSSIERS INDIVIDUELS DES FONCTIONNAIRES


## Missions

→ Assurer la tenue des dossiers des fonctionnaires employés dans les collectivités affiliées

→ S'assurer de la conformité des actes transmis

→ Assurer la gestion et le suivi des déclarations de vacance d'emploi (DVE)

 **5,18 ETP**

 **325 180 €**

*265 053 € en 2020*

## CONTRÔLE – DVE

- Contrôle de **1 807** Déclarations de Vacance d'Emploi (↗ + **92** /2020)

## AVANCEMENTS DE GRADE

- **596** projets d'arrêtés transmis aux collectivités → **153 collectivités**

## PROMOTION INTERNE

- **171** postes ouverts (↘ - 10 %)
- **183** dossiers examinés
- **78** postes attribués
- **54 %** de postes non attribués
- **78** projets d'arrêtés élaborés pour les collectivités (non automatisés)



# LIGNES DIRECTRICES DE GESTION PROMOTION INTERNE (LDG PI)

ZOOM

↳ LOI Transformation Fonction Publique 2019

Élaborer des LDG - promotion interne = définir des critères de sélection → comparer et départager les dossiers proposés par les collectivités en matière de PI

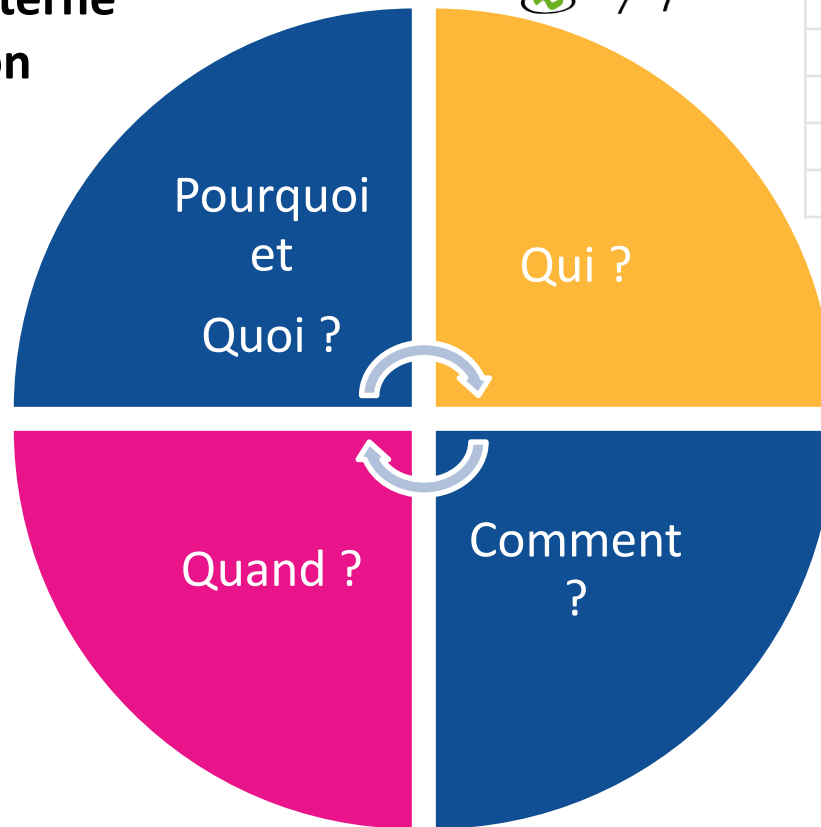
2021 - 2026

LDG PI arrêtées pour 6 ans

2021

1<sup>ère</sup> application – PI 2021

Groupe travail



Animée par le Président

REPRÉSENTANTS DE L'ADMINISTRATION	REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL
M. PATRIARCHE	M. BORDENAVE (SNDGCT)
Mme HORROD	Mme MARION (CGT)
M. AUSSANT	Mme BAPTISTA (FO)
Mme CASTREC	Mme BEBIOT (SUD-LAB)
M. CALDERONI	Mme AGRAFEIL (UNSA)
Mme CARRIQUE	Mme CABANE-CHRESTIA (CFDT)

Mise en œuvre

28 janvier 2021 : réunion du groupe de travail

Février 2021 : Transmission des travaux au groupe pour avis et validation

23 février 2021 : avis du CTI

Mars- avril 2021 : Transmission du projet de LDG PI aux collectivités pour consultation des CT locaux pour avis mois)

Début mai 2021 : LDG arrêtées par le Président

# LA GESTION DES COMMISSIONS ADMINISTRATIVES PARITAIRES (CAP)

## Missions

→ Assurer, pour le compte des collectivités affiliées, le secrétariat et l'animation des CAP (A, B et C) obligatoirement consultées par l'autorité territoriale avant toute décision à portée individuelle défavorable à l'agent

- 4 réunions des CAP
  - CAP de catégorie A : pas de réunion
  - CAP de catégorie B : 1 réunion
  - CAP de catégorie C : 3 réunions
- 5 dossiers traités

	SAISINES DES COLLECTIVITÉS		SAISINE AGENT
	Licenciement pour inaptitude physique	Licenciement en fin de stage	Révision du compte-rendu de l'entretien professionnel
CAP B			1
CAP C	2	1	1



0,08 ETP



11 248 €

74 433 € en 2020

Impact de la **Loi de Transformation de la Fonction Publique**

↘ Allègement des compétences des CAP → Décisions défavorables pour les agents





# LA GESTION DES CONTRACTUELS

## Missions

- Assurer la tenue des dossiers des agents contractuels employés dans les collectivités affiliées
- S'assurer de la conformité des actes transmis

- **2 943** agents contractuels gérés dont 330 en CDI (↗ + **679** /2020 - + **30 %**)
- **17** CDI conclus
- **Logiciel CIRIL** : + de **3 200** évènements saisis manuellement (contrats, renouvellements, démissions...)
  - Contractuels de droit public → + de **3 090** évènements
  - Contractuels de droit privé (contrats aidés) → Près de **120** évènements

 **0,99** ETP


 **72 159 €**


*39 836 € en 2020*

# LA GESTION DES COMMISSIONS CONSULTATIVES PARITAIRES (CCP)

## Missions

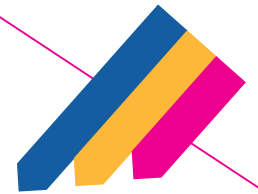
- Compétence pour l'ensemble des agents contractuels de droit public
- Saisine pour avis par les collectivités sur des dossiers intéressant les situations individuelles de leurs agents contractuels.
- Saisine directement par les agents contractuels lorsque les textes le prévoient.

 0,04 ETP

 4 585 €

2 899 € en 2020

- 3 réunions des CCP :
  - CCP A - Pas de réunion
  - CCP B - Pas de réunion
  - **CCP C : 3 réunions**
- 7 dossiers traités
  - 6 dossiers - Licenciement pour inaptitude physique
  - 1 dossier - Impossibilité de reclassement suite au licenciement pour inaptitude physique



# L'ASSISTANCE JURIDIQUE GESTION STATUTAIRE – CONTRACTUELS

## Missions

- Conseiller les employeurs dans toutes les étapes de la carrière d'un agent : recrutement, avancement, promotion, rémunération, absence, disponibilité...
- Mettre à disposition des collectivités des notes juridiques et des modèles de documents : projet d'arrêtés, de délibérations...



1,40 ETP



101 000 €

93 786 € en 2020

**5 128** consultations/questions - ↗ + **617** / 2020 → + **14 %**

### Expertise statutaire

**4 825** consultations

↗ + **1 146** / 2020

↗ + **31 %**

### DVE

**230** consultations

↘ - **552** / 2020

↘ - **58 %**

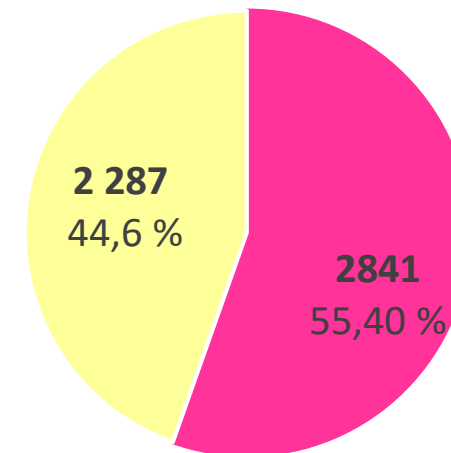
### Instances consultatives

**73** consultations

↘ - **207** / 2020

↘ - **74 %**

## • MODALITÉS DE RÉPONSE



■ COURRIELS

■ TELEPHONE



# PÔLE EXPERTISE JURIDIQUE




**552 194 €**

# LA GESTION DU CTI / CHSCT INTERCOMMUNAL

## Missions

- 800 collectivités et établissements publics
- Collectivités employant moins de 50 agents
- Assurer le secrétariat et l'animation du CT/CHSCT intercommunal consulté pour avis sur les questions collectives liées à l'organisation et au fonctionnement des collectivités ainsi qu'aux conditions de travail

 0,66 ETP

 53 219 €

69 727 € en 2020

- **18** réunions organisées au total (↗ + 9 / 2020) :
  - **CHSCT = 7** réunions - 7 dossiers (+ 3 dossiers / 2020)
  - **CTI = 11** réunions - **871** dossiers (↗ + 524 dossiers / 2020 → + 66 %)  
*dont 2* réunions du CTI réorganisées **suite à un vote défavorable**  
*dont 4* réunions reportées **faute de quorum** (2 CTI/2 CHSCT)

## Impact de la Loi de Transformation de la Fonction Publique

↘ Adoption des **LDG après avis du CTI** (325 dossiers)

↘ **Temps de travail** : fin des régimes dérogatoires au 1 607 h (110 dossiers)

**435** dossiers  
= **50 %**  
des dossiers du  
CTI en 2021

+ **GROUPE DE TRAVAIL – LDG collectivités (-50 agents)**

Animé par Mme MAINE et M. OXIBAR

→ cf. p. 43

ZOOM

# L'ASSISTANCE JURIDIQUE

## Missions

- Conseiller les employeurs en matière de gestion du personnel : temps de travail, rémunération, régime indemnitaire...
- Mettre à disposition des collectivités des notes juridiques et des modèles de documents : projet d'arrêtés, de délibérations...

## CONSULTATIONS / QUESTIONS

	RÉPONSES TÉLÉPHONE	RÉPONSES COURRIEL	AUTRES (déplacements collectivités, RDV)	TOTAL
Expertise juridique (hors CTI)	3 079	1 943	18	<b>5 040</b> ↗ + 8,4 %
Expertise juridique CTI	435	596	0	<b>1 031</b> ↗ + 50,5 %
<b>TOTAL</b>	<b>3 514</b> (58 %)	<b>2 539</b>	<b>18</b>	<b>6 071</b> ↗ + 14 %



**1,89** ETP



**134 011 €**

*145 341 € en 2020*

### Thématiques - Consultations

- 20 % → temps de travail
- 16 % → rémunération


**5 déplacements** avec la **DEMRRH**  
(dossiers transversaux)


### Contentieux ou pré-contentieux

- Intervention dans **12 dossiers** (6 avec le Pôle Protection sociale et retraite)
- 3 rédactions de courriers
- 7 rédactions de mémoires
- 2 relectures de mémoires

## Missions

→ Conseiller les employeurs en matière de gestion des contractuels de droit privé

 0,41 ETP

 29 908 €

22 280 € en 2020

Financement FIPHFP  
versé en 2021  
concernant plusieurs  
exercices :

41 557 €

## CONSULTATIONS/ QUESTIONS

CONTRATS AIDÉS	APPRENTISSAGE	CEE + STAGE ENSEIGNEMENT + SERVICE CIVIQUE	TOTAL
122	69	86	277 ↗ + 79 %

- **Actions de promotion de l'apprentissage**
  - 4 offres d'apprentissage diffusées → [www.apprentissage-nouvelle-aquitaine.info](http://www.apprentissage-nouvelle-aquitaine.info), dont 2 infructueuses
  - **Campagne de communication** et relais d'information des partenaires (CFA, FIPHFP, Cap Emploi...)
  - **Développement du réseau professionnel** → **Rencontres avec les partenaires, notamment de l'apprentissage aménagé** : CFA et CFA inclusif, Cap Emploi, FIPHFP...
  - **Promotion-Apprentissage aménagé** : 4 nouveaux accompagnements de recrutement d'apprentis ayant une RQTH



# APPRENTISSAGE AMÉNAGÉ : POURSUITE DE LA SENSIBILISATION PAR DES OUTILS INNOVANTS

ZOOM


- De nouveaux outils de sensibilisation à l'apprentissage aménagé élaborés en partenariat avec les Cap Emploi Béarn et Pays Basque, et un CFA inclusif
  - Suite de la bande dessinée amorcée en 2020, dessinée par des demandeurs d'emploi en situation de handicap : en 2021, zoom sur la fonction de maître d'apprentissage
  - Un **webinaire co-animé** afin de présenter ces outils dans le cadre de la Semaine européenne pour l'emploi des personnes handicapées






### Missions

→ Mener des actions d'information et de formation auprès des élus, professionnels RH...

 2,38 ETP

 170 515 €

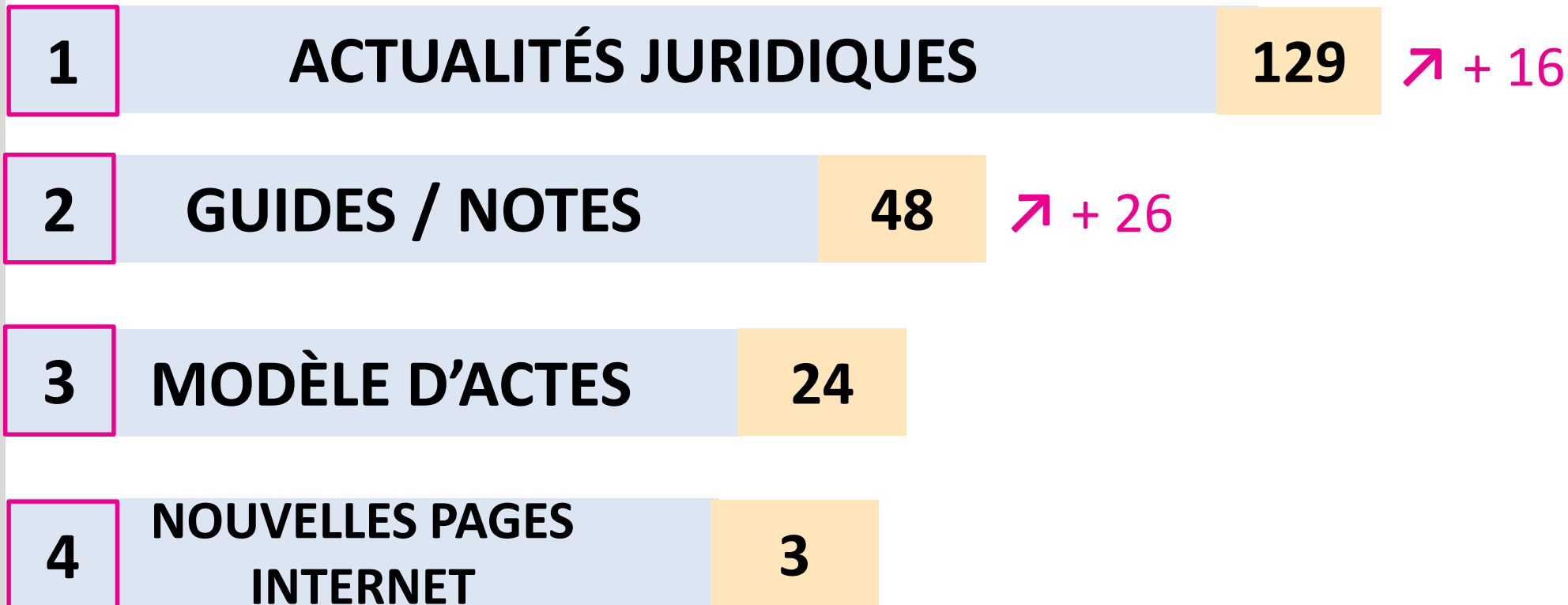
– Pôle Expertise juridique  
136 822 €

– Pôle Gestion statutaire  
20 858 €

– Pôle Protection sociale  
et retraite  
12 835 €


150 528 € en 2020


### SITE INTERNET @



### Missions

→ Mener des actions d'information et de formation auprès des élus, professionnels RH...

 2,38 ETP

 170 515 €

- Pôle Expertise juridique  
136 822 €
- Pôle Gestion statutaire  
20 858 €
- Pôle Protection sociale  
et retraite  
12 835 €

150 528 € en 2020



**L@ LETTRE  
DU CDG 64**

→ 41 lettres d'infos  
→ 151 actualités – DEJIC

→ 10 MAG RH

(Service régional de production documentaire mutualisé)



### SUPPORTS RÉSEAUX

→ 1 WEBINAIRE : Renouvellement - contrat-groupe d'assurance statutaire - 1 diaporama

→ 7 SESSIONS - RÉSEAUX PROFESSIONNELS :  
7 diaporamas


- ▶ DGS/DRH : 2 diaporamas
- ▶ Secrétaires de mairie : 3 diaporamas
- ▶ Gestionnaires de carrière : 2 diaporamas


# LA PRODUCTION DOCUMENTAIRE MUTUALISÉE - COOPÉRATION RÉGIONALE DES CDG

## Missions

**NOUVEAU  
2021**

→ Service régional  
mutualisé de production  
documentaire et  
d'expertise statutaire

 **1,14 ETP**

 **105 004 €**

Remboursement par la  
Coopération régionale :  
60 000 €



Centre de gestion  
de la fonction publique  
territoriale de la Charente



CDG 24



CDG 47



CDG 64



cdg

## OBJECTIFS

- la production **d'analyses juridiques** (consultations, mémoires en défense...)
- la **rédaction de guides, notes et supports juridiques statutaires et d'actualités juridiques**
- **Dispositif associant 8 CDG au 1<sup>er</sup> janvier 2021**  
→ **3 CDG contributeurs : CDG 64 - CDG 47 - CDG 24**

## PRODUCTIONS 2021


- ↘ **10 notes/guides**
- ↘ **10 Mag RH** (dont 3 par le CDG 64)
- ↘ **3 diaporamas** d'actualités statutaires (dont 1 par le CDG 64)
- ↘ **42 actualités statutaires** – site Internet des CDG (dont 12 par le CDG 64)
- ↘ **+ de 100 conseils statutaires** (près de 30 par le CDG 64)
- ↘ **2 dossiers contentieux** (CDG 64 exclusivement)


# LE RÉSEAU DES GESTIONNAIRES DE CARRIÈRE

## Missions

→ Organiser des rencontres régulières avec les professionnels des collectivités et assurer une veille juridique statutaire

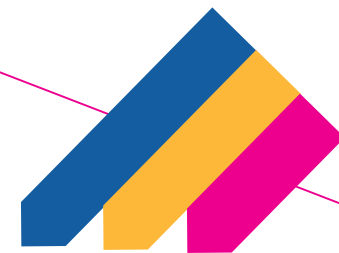
→ Collectivités employant + de 20 fonctionnaires

 0,13 ETP

 10 189 €

7 765 € en 2020

- **2 sessions programmées :**
  - Juin 2021 (visio conférence)
  - Novembre 2021
- **4 rencontres (VISIO – PAU/USTARITZ)**
- **83 participants (contre 69 en 2020)**
  - 48 participants en visio conférence
  - 35 participants en présentiel
- Support pédagogique transmis par courriel aux participants : **2 diaporamas**





# LA GESTION DES ALLOCATIONS CHÔMAGE

## Missions

→ Assister les collectivités qui le demandent dans le calcul des allocations pour perte d'emploi pour leurs collaborateurs qui perdent leur emploi

- **68** allocataires suivis (↗ + 19 %)
- **45** collectivités accompagnées
  - **571** actualisations de dossiers (↗ + 38 %)
  - **44** études réalisées pour l'ouverture d'un droit, une reprise ou un rechargement de droits (↗ + 9 études)
  - **13** simulations de droit
- Près de **150** consultations /questions
  - 53 % renseignements téléphoniques
  - 47 % consultations par courriel
- Près de **240** échanges internes et avec les collectivités concernant le suivi des dossiers en cours

 **0,94** ETP

 **79 059 €**

*61 248 € en 2020*



# PÔLE PROTECTION SOCIALE ET RETRAITE



**517 792 €**

# LE COMITÉ MÉDICAL DÉPARTEMENTAL

## Missions

- Gestion du secrétariat du comité médical départemental
- Composé de médecins agréés par le Préfet
- Rend des avis motivés sur l'indisponibilité physique non liée à l'activité professionnelle : droits à congés de maladie des agents et leur situation médicale à l'issue de ces congés



1,71 ETP



101 638 €


112 872 € en 2020


- **12** réunions
- **1 042** dossiers examinés (↗ + **141** dossiers / 2020)
- Environ **87** dossiers par réunion
- **62 %** des dossiers → collectivités affiliées  
**38 %** des dossiers → collectivités adhérentes

# LA COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE RÉFORME

## Missions

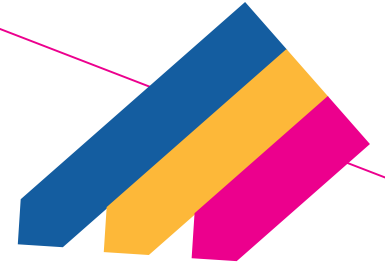
- Gestion du secrétariat de la commission départementale de réforme
- Composée de médecins agréés, de représentants de l'Administration et du personnel
- Rend des avis motivés sur l'indisponibilité physique liée à l'activité professionnelle (maladie professionnelle, accidents de travail, mise à la retraite pour invalidité...)

 1,75 ETP

 115 503 €

130 295 € en 2020

- **17** réunions :
  - 1 à 2 par mois
  - **+ 1 réunion / 2020**
- **305** dossiers examinés (- 46 dossiers / 2020) : environ **18** dossiers par réunion
- **45 %** des dossiers → collectivités affiliées  
**55 %** des dossiers → collectivités adhérentes  
**(↗ + 3 points)**





## Missions

- Convention de partenariat avec la Caisse des Dépôts :
- assurer une mission d'aide à la constitution et au contrôle des dossiers de retraite
  - assurer une mission de formation et d'information des collectivités affiliées, des agents et des retraités



1,43 ETP



81 263 €

112 573 € en 2020


Subvention CNRACL = 23 220 €

- **323** dossiers traités (↗ + 57 /2020) :
  - **262** dossiers de retraite (↗ + 10 / 2020)
  - **61** dossiers de validation de service (↗ + 47 / 2020)
- **Consultations / questions - Retraite :**
  - Suivi des dossiers retraite :  
**2 060** consultations (↗ + 799 / 2020 → + 63 %)
  - Suivi des dossiers de validation de service :  
**33** consultations (↗ + 24 /2020 )

# LE RÔLE DE CORRESPONDANT DE LA CNRACL INFORMATION / FORMATION

## Missions

- Convention de partenariat avec la Caisse des Dépôts :
- assurer une mission d'aide à la constitution et au contrôle des dossiers de retraite
  - assurer une mission de formation et d'information des collectivités affiliées, des agents et des retraités

 0,83 ETP

 48 724 €

38 527 € en 2020

Subvention CNRACL = 10 000 €

- **Permanences retraite → 191 agents reçus (↗ + 74 /2020)**
  - Collectivités - de 100 fonctionnaires – CNRACL  
→ **87** agents reçus - 2 lieux dans le département
  - Collectivités + de 100 fonctionnaires – CNRACL  
→ **104** agents reçus dans 7 collectivités

**767**

**consultations/questions**

- Réglementation retraite

↗ + 19 /2020



↗ + **61 %** en 2 ans

- **16** estimations de pension - retraite (rendez-vous au CDG ou par mail) (↗ + 9 /2020)
- **161** arrêtés des collectivités contrôlés relatifs à la retraite

# L'ASSISTANCE JURIDIQUE - PROTECTION SOCIALE

## Missions

- Conseiller les employeurs sur les questions de protection sociale
- Mettre à disposition des collectivités des notes juridiques et des modèles de documents : projet d'arrêtés, de délibérations...

 **1,58 ETP**  
 **139 677 €**

122 927 € en 2020

**7 778** consultations /questions - **↗ + 2 939 / 2020 → + 60 %**

Expertise - **Protection sociale**

**2 830** consultations

↗ + 1 308 / 2020

↗ + 86 %

Expertise - **Instances médicales**

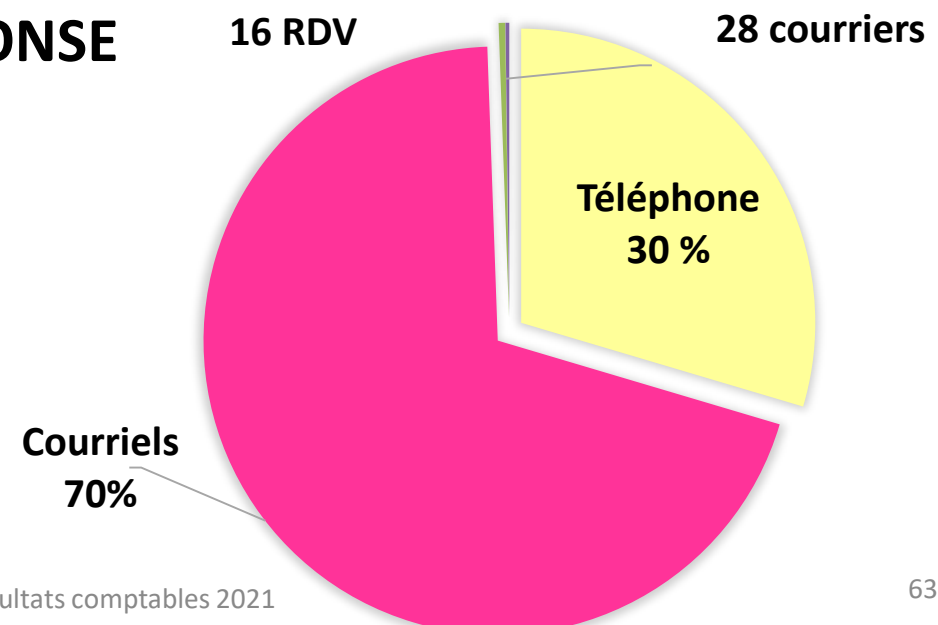
**4 948** consultations

↗ + 1 631 / 2020

↗ + 49 %

## • MODALITÉS DE RÉPONSE

- **450** arrêtés contrôlés (congés de maladie...)




# LA GESTION DU CONTRAT-GROUPE D'ASSURANCE STATUTAIRE – SOFAXIS/CNP

**NOUVEAU  
2021**

## Missions

→ Négocier et proposer aux employeurs territoriaux un contrat dit "groupe" afin qu'ils obtiennent le remboursement de prestations versées aux agents ou à leurs ayants droits en cas d'indisponibilité physique ou de décès

→ CDG 64 : interface entre les collectivités et l'assureur

 0,28 ETP

 18 149 €

64 039 € en 2020

- **Renouvellement du Contrat – groupe 2021-2025**  
Contrat de 5 ans avec la **CNP** (assureur) et **SOFAXIS** (courtier) – fin 31/12/2025

- **Nombre de collectivités adhérentes au contrat groupe au 1<sup>er</sup> janvier 2021 :**

Total	Collectivités jusqu'à 30 fonctionnaires	Collectivités de + 30 fonctionnaires
538	494	44

- **Nombre de collectivités adhérentes au contrat groupe au 1<sup>er</sup> janvier 2022 :**


Total	Collectivités jusqu'à 30 fonctionnaires
545	501


# LA GESTION DU CONTRAT-GROUPE D'ASSURANCE STATUTAIRE – SOFAXIS/CNP

## Missions

→ Négocier et proposer aux employeurs territoriaux un contrat dit "groupe" afin qu'ils obtiennent le remboursement de prestations versées aux agents ou à leurs ayants droits en cas d'indisponibilité physique ou de décès

→ CDG 64 : interface entre les collectivités et l'assureur

 0,28 ETP

 18 149 €

64 039 € en 2020

## ■ Le taux de cotisation

- Taux garantis durant les 3 premières années d'exécution du contrat pour toutes les collectivités
- Impact des modifications de la réglementation du capital décès :
  - Négociation du CDG (sur-cotisation limitée à 0,08 %)

Collectivités jusqu'à 30 fonctionnaires CNRACL	Fonctionnaires CNRACL	Fonctionnaires et agents IRCANTEC
Taux au 01/01/2021	5,93 % + 0,08 %	0,9 %

## ■ Accompagnements spécifiques du CDG

- 6 collectivités pour sinistre
- 32 000 € récupérés au total

## DIRECTION SANTÉ ET CONDITIONS DE TRAVAIL



**20,62 Équivalents Temps Plein**

**A : 17,29**

**B : 1,33**

**C : 2**

*(17,95 ETP en 2020)*



**1 586 484 €**

*→ 27 % des dépenses  
de fonctionnement*

*(1 502 309 € en 2020)*

- **583** collectivités et établissements publics adhérents à la convention Santé et conditions de travail au 31 décembre 2021 dont **4 collectivités non affiliées** au CDG 64
- **Un effectif de 16 825 agents** suivis (+3%) dont :
  - **13 382** agents suivis en collectivités
    - **3 952** agents en **Surveillance Médicale Particulière** (30%)
  - **État : 3 443** agents suivis pour **21** conventions
    - **412** agents en **Surveillance Médicale Particulière SMP** (12%)



- **177** demandes d'intervention issues des collectivités traitées dont **153** nouvelles demandes
- Des réunions hebdomadaires pour étudier les nouvelles demandes et recueillir les besoins de délégation d'actions des médecins de prévention
- **Des demandes d'intervention de 80** collectivités et **2** structures d'État
- **45 devis réalisés en 2021 + 11 devis de 2020** pour des interventions en cours
- **42 factures éditées** pour un total de **84 465 €** soit **211 jours de travail**





- **2021 : Dernière année de la convention V4 de 2019 à 2021**
  - **Rapport final rédigé et envoyé au FIPHFP**
    - **Suivi des objectifs**
    - **Rédaction du rapport**
    - **Collecte et mise en forme des pièces justificatives**
- **Préparation de la nouvelle convention avec le FIPHFP de 2022 à 2024**



- **Un service organisé par secteur géographique :**
  - Pour chaque collectivité : 1 médecin, 1 infirmier, 1 assistante sociale, 1 psychologue du travail, 1 ACFI, 1 ingénieur prévention
  - Pour les interventions collectives (psychologues et ergonomes) : périmètre étendu à tout le département
- **Renforcement des effectifs sur le secteur Pays Basque : création de 2 postes d'infirmiers, un poste d'assistante sociale et un poste de psychologue**

## Objectifs :

- **Accroître la présence terrain sur l'ensemble du territoire**
- **Coller aux besoins des collectivités**
- **Améliorer la réactivité**



- **Travail de recherche de salles sur l'ensemble du territoire pour optimiser les lieux de consultation**
  - **1 chargée de mission pendant 6 mois dédiée à la prospection et négociation de lieux de visite**
  - **17 centres de visite**

### **Objectifs :**

- **Améliorer la qualité de la prestation (espaces dédiés, confidentialité, fonctionnalité, accessibilité...)**
- **Dédier davantage le temps de travail de l'équipe au suivi des agents**
- **Optimiser les déplacements des agents du CDG**



# PRESTATIONS MUTUALISÉES



# PÔLE MÉDICO-SOCIAL




**1 124 022 €**



# LA SURVEILLANCE MÉDICALE DES AGENTS (COLLECTIVITÉS)

## Missions

→ Éviter l'altération de la santé physique et mentale des agents et vérifier la compatibilité entre le poste de travail et leur état de santé

 **5,74 ETP**

 **537 952 €**

*581 309 € en 2020*

## Financement :

**66,9 %** = Convention Adhésion à la santé et conditions de travail + interventions de l'équipe pluridisciplinaire (collectivités adhérentes)

- **6 256** visites médicales et entretiens infirmiers :
  - **2 058** visites médicales périodiques
  - **2 995** visites médicales particulières (embauche, reprise, à la demande...)
  - **1 015** entretiens infirmiers périodiques et **188** entretiens particuliers (visites d'information et de Prévention pour les contrats de droit privé, entretiens infirmiers par délégation du médecin)
- **3 486** avis favorables
- **1 569** avis autres (aménagement de poste, avis défavorable...)
- **96** rapports rédigés par les médecins pour le Comité médical et la Commission de réforme
- **650** numérisations de documents médicaux
- Fonction support au quotidien (planification, prise de RDV, facturation, portail, conseil technique...)





- **Demande de mise à disposition de médecins pour la vaccination COVID par la Communauté d'Agglomération Pau Béarn Pyrénées :**
  - **42 jours d'intervention sur le centre de vaccination de Pau**
  - **2 médecins intervenants**
- **Intervention d'un médecin sur une journée pour la vaccination du personnel en EHPAD (remplacement d'un médecin coordonnateur absent)**
- **Conseil technique des médecins et infirmiers aux collectivités**

# L'ACTION SUR LE MILIEU PROFESSIONNEL ET MAINTIEN DANS L'EMPLOI

## Missions

→ Éviter l'altération de la santé physique et mentale des agents et vérifier la compatibilité entre le poste de travail et leur état de santé

 3,05 ETP

 266 413 €

280 599 € en 2020

### Financement :

85 % = Convention Adhésion à la santé et conditions de travail + interventions de l'équipe pluridisciplinaire (collectivités adhérentes) + FIPHFP

- **228 actions sur le milieu professionnel** effectuées par les médecins et infirmières dont :
  - **181** participations à des cellules santé
  - **26** participations à des réunions de CHSCT
  - **17** études d'aménagement de poste / conseils sur poste de travail
  - **7** entretiens/rencontres diverses/réunion santé au travail
  - **2** visites de locaux
  - Liens médecins / infirmières pluriquotidiens avec les collectivités (téléphone / mail)
- **Actions sur le milieu professionnel réalisées par l'équipe pluridisciplinaire (ergonomes, ingénieurs) :**
  - **18** conseils sur poste
  - **60** études de postes pour des agents avec état de santé dégradé ou en prévention



# L'ACCOMPAGNEMENT SOCIAL – L'ACTIVITÉ

## Missions

- Proposer aux employeurs territoriaux un accompagnement social pour leur agents
- Mettre à la disposition des collectivités et de leurs agents des assistants sociaux



4,05 ETP



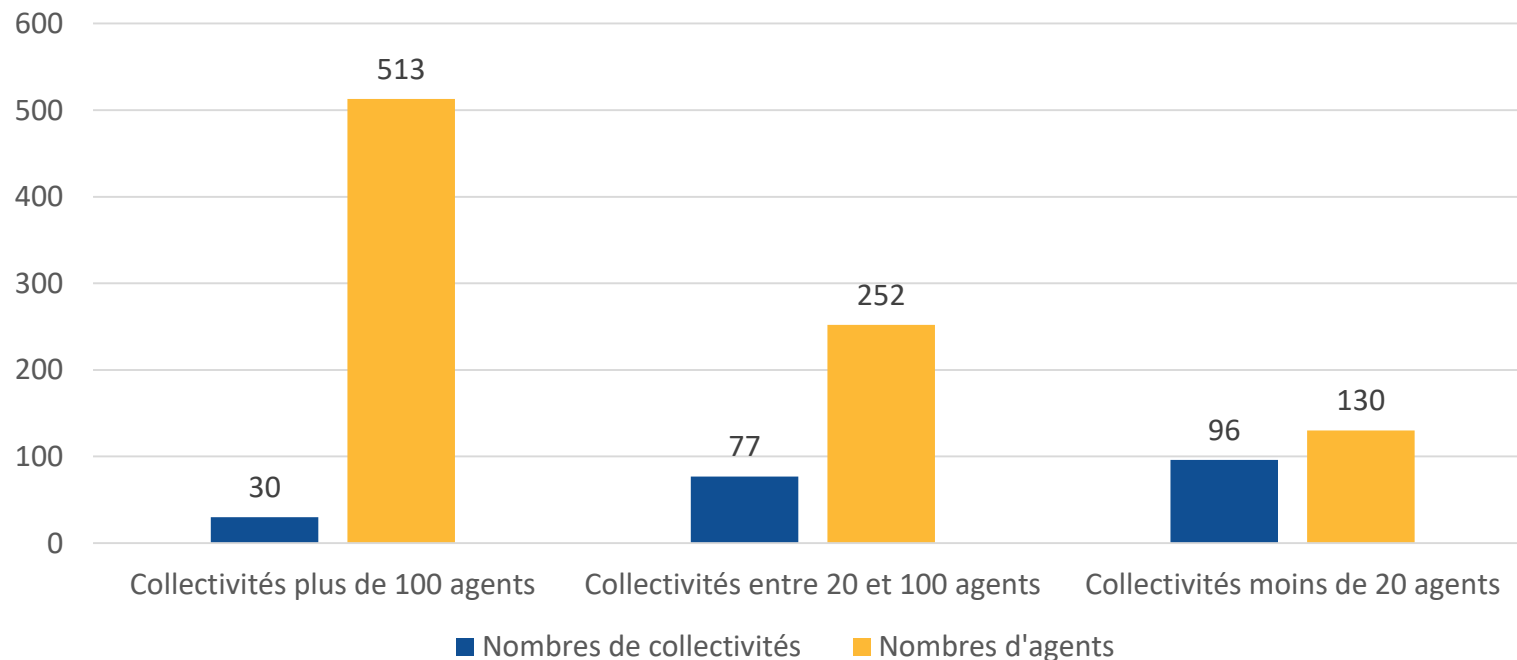
238 092 €

199 444 € en 2020

### Financement :

59,5 % = contributions de la Convention Adhésion à la santé et conditions de travail


- **898** agents suivis en 2021 (+ 9 % par rapport à 2020)
- **405** nouveaux dossiers
- **Type d'accompagnement**
  - 20 % causes strictement personnelles
  - 80 % causes diverses ayant un lien avec le travail
- **203** collectivités concernées






## Missions

- Proposer aux employeurs territoriaux un accompagnement social pour leur agents
- Mettre à la disposition des collectivités et de leurs agents des assistants sociaux

 4,05 ETP

 238 092 €

199 444 € en 2020

### Financement :

59,5 % = contributions de la Convention Adhésion à la santé et conditions de travail

## • Sur le terrain :

- 941 rendez-vous avec les agents
  - ✓ 25 visites à domicile
  - ✓ 899 lors des permanences
  - ✓ 17 sur le lieu de travail
- 250 entretiens physiques avec les collectivités

## • En distanciel :


- 492 entretiens téléphoniques avec les collectivités
- 431 entretiens physiques et téléphoniques avec les partenaires
- 1 578 entretiens téléphoniques avec les agents




# INTERVENTION SANTÉ ÉTAT

## Missions

- **Mission analytique créée en 2021**
- **Concerne le suivi des agents employés par des services de l'État ayant conventionné avec la Direction Santé du CDG**
- **Éviter l'altération de la santé physique et mentale des agents et vérifier la compatibilité entre le poste de travail et leur état de santé**

 **0,84 ETP**

 **81 562 €**

**Financement :** Facturation à l'heure d'intervention

- **890** visites médicales et entretiens infirmiers :
  - **373** visites médicales périodiques et **434** visites médicales particulières (embauche, reprise, à la demande...)
  - **58** entretiens infirmiers périodiques et **25** entretiens particuliers (visites d'information et de Prévention pour les contrats de droit privé, entretiens infirmiers par délégation du médecin)
- **671** avis favorables et **136** avis autres (aménagement de poste, avis défavorable...)
- **17 actions sur le milieu professionnel** effectuées par les médecins et infirmières dont :
  - Participation à **6** réunions de CHSCT
  - **3** études d'aménagement de poste / conseils sur poste de travail
  - **8** entretiens/rencontres diverses/réunions santé au travail
  - Liens médecins / infirmières réguliers avec les structures employeur (téléphone / mail)
- **Actions sur le milieu professionnel réalisées par l'équipe pluridisciplinaire (ergonomes, ingénieurs) :**
  - **1** conseil sur poste
  - **2** études de postes pour des agents avec état de santé dégradé
  - **8** agents accompagnés par les psychologues du travail



- **Cellules santé : 50 structures ont mis en place une cellule santé (+20% en 3 ans)**  
**Ces cellules santé couvrent 61% des effectifs suivis par les équipes de la DSCT**  
**Dont participation :**
  - 136 pour les médecins
  - 45 pour les infirmières
  - 125 pour les assistantes sociales
  - 90 pour les psychologues
  
- **CHSCT : 30 collectivités et 8 structures d'État ont un CHSCT qui fonctionne**  
**Dont participation :**
  - 23 pour les médecins
  - 9 pour les infirmières
  - 22 pour les ACFI



# PÔLE PLURIDISCIPLINAIRE

€ 462 462 €

# LE SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE

## Missions

→ Accompagner les agents en difficulté sur leur poste de travail

→ Accompagner les employeurs dans la gestion des situations individuelles dégradées

 1,55 ETP

 107 679 €

107 953 € en 2020

## Financement :

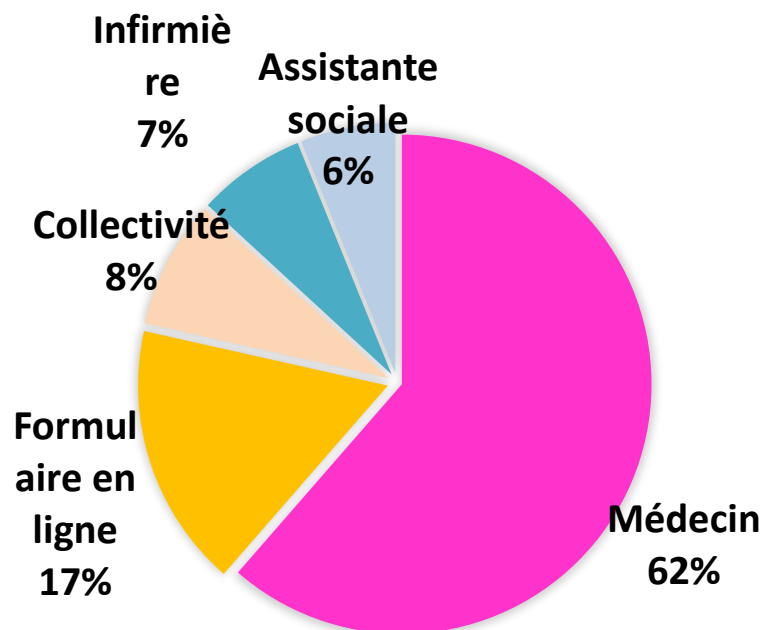
60,5 % = contributions de la Convention Adhésion à la santé et conditions de travail

## • 229 AGENTS DE 75 COLLECTIVITÉS REÇUS EN 2021

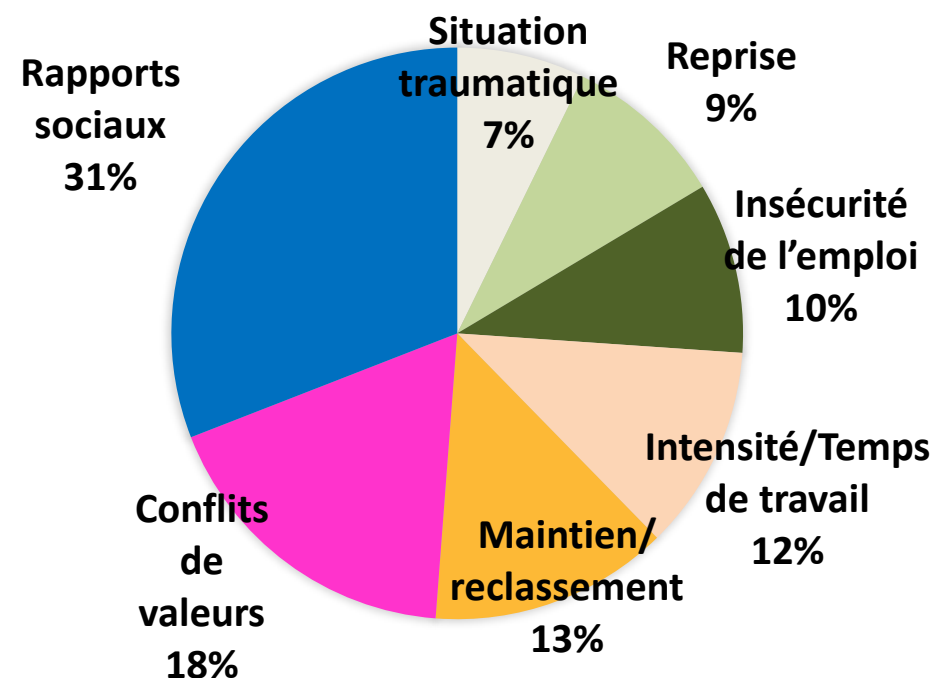
○ 382 entretiens :

→ 229 physiques , 118 téléphoniques , 35 en visio

### ORIENTATION DES AGENTS



### PROBLÉMATIQUES PRINCIPALES




○ Déplacements : près de 16 500 km

# LE RÉSEAU DES ASSISTANTS DE PRÉVENTION ET DES CONSEILLERS DE PRÉVENTION

## Missions

- Animer des réseaux professionnels en matière de prévention des risques professionnels, de protection de la santé et la sécurité des agents
- Mettre à disposition des supports techniques, guides et notes techniques
- Échanger sur les pratiques et l'actualité réglementaire

## Réseau Assistants de Prévention

 0,28 ETP


€ 19 801 €

21 482 € en 2020

### Financement

76 % = contributions  
Convention Adhésion  
à la santé et  
conditions de travail

## Réseau Conseillers de Prévention

 0,15 ETP

€ 10 540 €

12 351 € en 2020

### Financement

56 % = contributions  
Convention santé et  
interv. équipe pluri.  
(coll. adhérentes)

## • ASSISTANTS DE PRÉVENTION

- 453 assistants de prévention désignés dans 344 collectivités
- L'activité de formation des assistants de prévention a été adaptée à la crise sanitaire
  - Formation de base de 5 jours :  
2 planifiées, 22 AdP formés dont 10 ayant commencé leur formation en mars 2020
  - Formation continue de 2 jours :  
2 programmées mais annulées par manque d'inscrits
- Conception et animation de 2 webinaires sur le travail en hauteur et le risque chimique




# INFORMATION SENSIBILISATION ET CONSEIL

## Missions

→ Assurer une veille permanente de la réglementation et de l'actualité en santé au travail

→ Renseigner les collectivités sur la réglementation en matière de santé au travail

 1,52 ETP

 103 800 €

99 659 € en 2020

### Financement :

61 % = contributions de la Convention Adhésion à la santé et conditions de travail + prestations facturées + FIPHP

## • CONSEIL TECHNIQUE

- **432 réponses complexes à des questions techniques +74%** (247 en 2020) :
  - ✓ **283** sur la réglementation en prévention
  - ✓ **12** réponses en tant qu'ACFI
  - ✓ **71** sur la thématique du handicap
  - ✓ **49** sur la thématique de la santé
  - ✓ **5** sur une thématique RH

- **Envoi de 10 lettres d'actualité à 880 destinataires dont une par jour sur la thématique du handicap pendant la Semaine Européenne pour l'Emploi des Personnes Handicapées**

## • DOCUMENTATION

- **Veille réglementaire**
- **Mise à jour et création de fiches techniques** publiées sur la Foire aux questions du site Internet
- **Mise à jour des consignes et recommandations Covid** sur le site internet
- **Co-animation de deux Webinaires « Parlons santé au travail, parlons solutions » avec la Direction Emploi, mobilité et RH : 53 participants**





- **Engagement d'une démarche sur les conditions de travail des aides à domicile**
  - **1 ergonome pilote du projet**
  - **1 apprentie en Master 2 Cadre du Secteur Sanitaire et Social recrutée pendant un an pour un état des lieux**
  - **7 CCAS + 1 SIVU participant au projet pour l'état des lieux**
  - **Plan d'actions proposé au Conseil d'Administration et adopté en septembre 2021**
  - **Mise en place de groupes d'analyse de pratiques dans 5 CCAS**
  - **Poursuite du travail en 2022 avec recherche de partenaires et de financements**




# PRESTATIONS FACTURÉES




# L'INTERVENTION EN ERGONOMIE OU EN PRÉVENTION

## Missions

- Conseiller les collectivités territoriales en matière de prévention des risques professionnels, de protection de la santé et la sécurité des agents
- Accompagner les collectivités dans les projets de conception de bâtiments ou de postes de travail

 0,91 ETP

 59 129 €

50 294 € en 2020

## Financement :

74 % = Convention Adhésion à la santé et conditions de travail + interventions facturées + FIPHFP


- 8 interventions en ergonomie pour la prévention des troubles musculo-squelettiques
- 9 interventions en ergonomie de conception
- 7 conseils sur poste
- 2 interventions sur la prévention des risques spécifiques



# LES INTERVENTIONS SUR LES RISQUES PSYCHO-SOCIAUX

## Missions

- Évaluer les risques psychosociaux
- Conseiller les collectivités territoriales en matière de prévention des risques psychosociaux
- Intervenir sur les situations de conflits et les situations traumatiques

 1,32 ETP

 76 288 €

42 377 € en 2020

## Financement :

100 % = contributions de la Convention Adhésion à la santé et conditions de travail + prestations facturées

- **6 collectivités accompagnées pour des groupes d'analyse de pratiques dont 5 dans le cadre de la démarche Aides à domiciles : 20 séances**
- **20 interventions sur les RPS (prévention ou intervention sur situations dégradées)**
- **7 interventions en médiation**
- **6 interventions sur des situations traumatiques**

## Missions

- Accompagner les collectivités dans la rédaction de leur document unique
- Accompagner les collectivités dans l'Intégration des Risques Psychosociaux



0,68 ETP



33 726 €

47 471 € en 2020

## Financement :

**100 %** = contributions de la Convention Adhésion à la santé et conditions de travail + prestations facturées

- **INTERVENTIONS SUR LE DOCUMENT UNIQUE**
  - 6 demandes de rédaction de document unique pour le compte des collectivités :
    - ✓ 42 jours d'interventions facturés
    - ✓ Élaboration
    - ✓ Mise à jour




# LA MISSION ACFI (AGENT CHARGÉ DE LA FONCTION D'INSPECTION)

## Missions

→ Conseiller les collectivités territoriales en matière de prévention des risques professionnels, de protection de la santé et la sécurité des agents

 0,28 ETP

 20 442 €

21 447 € en 2020

## Financement :

74 % = contributions de la Convention Adhésion à la santé et conditions de travail + prestations facturées

- 2 missions d'inspection
- 7 missions en lien avec les CHSCT
- 8 interventions pour le CTI : relecture de règlements intérieurs
- 2 missions en lien avec les travaux réglementés des mineurs en formation professionnelle
- 3 avis sur réglementation et consignes
- 22 participations à des CHSCT





# FORMATION ET SENSIBILISATION EN INTRA

## Missions

→ Mission créée (en comptabilité analytique) en 2019

→ Accompagner les collectivités dans les projets de formation et de sensibilisation spécifiques

 0,46 ETP

 31 053 €

37 919 € en 2020

## Financement :

**76 %** = contributions de la Convention Adhésion à la santé et conditions de travail + prestations facturées

- **Formation des membres de CHSCT :**
  - 1 sensibilisation des nouveaux élus
- 1 formation des assistants de prévention en intra (5 jours)

## DIRECTION EMPLOI, MOBILITÉ ET RH



**24,27 Équivalents Temps Plein**

**A : 4,55**

**B : 0,38**

**C : 1,85**

**+ Agents contractuels PMT : 17,49**

*(23,12 ETP en 2020)*



**1 428 251 €**

*→ 25 % des dépenses  
de fonctionnement*

*(1 434 693 € en 2020)*





# PÔLE VALORISATION DES COMPÉTENCES ET DES ORGANISATIONS



**569 188 €**

## Missions

→ Accompagner les employeurs territoriaux dans les recrutements de leur personnel

 2,38 ETP

 185 879 €

125 104 € en 2020

- **177** accompagnements "complets" → + 16 %, après deux années de stabilisation, dans un contexte de renouvellement des exécutifs et de crise sanitaire
- **70 %** → accompagnements de communes (dont 43 % = communes de – de 1 000 habitants – en baisse). Part des communes en baisse, au profit des EPCI de tous types
- **Doublement des accompagnements partiels** : 6 commissions de sélection, 9 élaborations d'avis de recrutement et autres

# L'ACCOMPAGNEMENT AU RECRUTEMENT

## Missions

→ Accompagner les employeurs territoriaux dans les recrutements de leur personnel

- **Forte hausse** pour les postes de catégorie A (20 %), baisse en C (64 %) et B (16 %)
- **Stabilité relative de la répartition par filière, légère hausse dans les filières médico-sociale et autres (17 %)**
- Stabilisation de la part des recrutements de secrétaires de mairie, adjoints au secrétaire de mairie, DGS et DST après un rebond en 2020 : **32 % des recrutements (35 % en 2020)**
- Des sollicitations toujours importantes de la part de candidats non retenus avant ou après entretien : une trentaine de réponses individualisées ont été apportées

 2,38 ETP

 185 879 €

125 104 € en 2020



# FIDÉLISATION DES COLLECTIVITÉS ACCOMPAGNÉES LIEN AVEC LE CONSEIL EN ORGANISATION ET RH

ZOOM

- Les 177 accompagnements complets réalisés ont concerné **91 collectivités différentes**
- **7 collectivités ont fait appel à l'accompagnement plus de 5 fois dans l'année**, auxquelles s'ajoute le CDG qui a fait appel au Pôle pour 10 recrutements
- **Des « suivis après recrutement » qualitatifs** ont eu lieu pour **environ 20 recrutements**, parfois en lien avec une intervention de Conseil en organisation et RH
- **10 collectivités ont sollicité ou sollicitent également le Conseil en organisation et RH** → L'accompagnement au recrutement peut constituer :
  - une « porte d'entrée » pour le Conseil en organisation et RH
  - la mise en œuvre d'une préconisation suite à un diagnostic organisationnel et fonctionnel

## Mission

→ Accompagner les collectivités dans leurs démarches et projets liés aux ressources humaines et à l'évolution de leur organisation et fonctionnement

- Mission positionnée depuis début 2020 en Direction Emploi, Mobilité et RH, en **transversalité/approche pluridisciplinaire** avec interventions possibles d'experts des différentes directions du CDG.
- Une équipe étoffée en 2021, avec des profils complémentaires, pour répondre à une croissance exponentielle des demandes d'intervention :
  - 0,4 ETP en janvier 2021, près de 2 ETP fin 2021
  - 238,5 jours de devis validés en 2021 (*interventions qui peuvent se prolonger en 2022*)
- Des interventions d'amplitude variable, en lien avec la nature des besoins et le type de collectivité : de 3,5 à 27 jours d'intervention

 1,40 ETP

 117 120 €

43 746 € en 2020

## Mission

→ Accompagner les collectivités dans leurs démarches et projets liés aux ressources humaines et à l'évolution de leur organisation et fonctionnement

 1,40 ETP

 117 120 €

43 746 € en 2020


- **21 collectivités (19 communes) concernées par un accompagnement :**
  - **13 sollicitations pour des diagnostics globaux**, 6 pour une partie des services, et 2 pour la mise en place du RIFSEEP
  - **La moitié des interventions concerne des communes de moins de 2 000 habitants**
  - **Tous les diagnostics organisationnels ont débouché sur une demande d'accompagnement** à la mise en œuvre du plan d'actions, dans une démarche partenariale et de long terme
- En marge de ces interventions : échanges et conseils RH ponctuels

# L'ORGANISATION DES CONCOURS ET EXAMENS PROFESSIONNELS

## Missions

→ Organiser les concours et les examens professionnels

 0,53 ETP

 187 292 €

246 215 € en 2020

Recettes : 169 020 €

Dépenses : remboursements Conventions concours/examens professionnels et paiement des intervenants

- 2 concours de la session 2020 reportés en 2021 pour cause de COVID :
  - 35 postes
  - 187 inscrits
  - 108 présents → 42 % d'absents
  - 26 lauréats
- 8 listes d'aptitude gérées :
  - 85 inscrits sur ces listes, dont 20 lauréats ayant bénéficié d'un report en raison de la crise sanitaire (+ 438 jours)
  - 53 nominations
- **Un protocole national d'organisation des concours appliqué et respecté** (mesures barrières, aménagements d'organisation d'épreuves...)



# 1<sup>ÈRE</sup> ANNÉE D'EXERCICE POUR LE SERVICE MUTUALISÉ DES CONCOURS ET EXAMENS PROFESSIONNELS (SMCE)

ZOOM

- Organisation des concours et examens professionnels par le CDG 33 au nom des 8 CDG volontaires, avec centres d'épreuves écrites dans les départements
- Expérimentation mise en œuvre au 1<sup>er</sup> janvier 2021 → En quelques chiffres :
  - 23 opérations
  - 5 605 inscrits
  - 4 726 candidats présents à la première épreuve
  - 1 483 admissibles
  - 807 lauréats
  - 3 opérations avec des centres d'écrits dans les CDG partenaires :  
1 030 candidats accueillis





# 1<sup>ÈRE</sup> ANNÉE D'EXERCICE POUR LE SERVICE MUTUALISÉ DES CONCOURS ET EXAMENS PROFESSIONNELS (SMCE)

ZOOM

- L'activité des centres d'épreuves écrites pour le CDG 64 en 2021 :
  - 6 centres d'épreuves, pour des opérations de toutes catégories :
    - 3 pour des opérations 2021 pour le compte du SMCE
    - 2 pour deux CDG non membres du SMCE
    - 1 report 2020 pour cause de COVID
  - 1 473 candidats convoqués dans les Pyrénées-Atlantiques
  - Une mobilisation de tous les services du CDG pour participer aux surveillances

# LA GESTION DE LA BOURSE DE L'EMPLOI

## Missions

→ Assurer une large diffusion des offres et demandes d'emploi afin de mettre en relation les employeurs territoriaux et les demandeurs d'emploi (via le portail Internet Site Emploi Territorial)

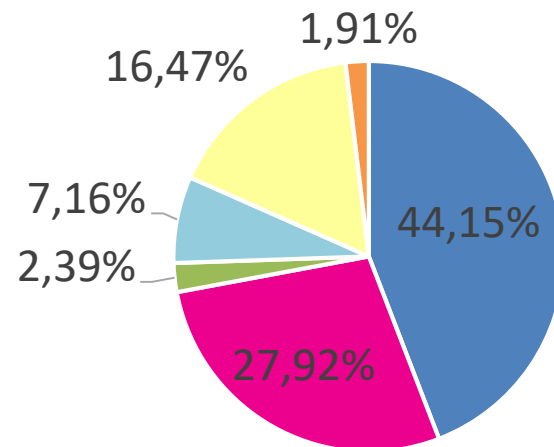
 0,38 ETP

 25 589 €

21 842 € en 2020

- **737** offres d'emploi : + **10,16 %**
- **419** personnes à la recherche d'emploi : + **8,27 %**

Pourcentages Demandeurs



■ Demandeurs d'emploi  
■ Lauréats de concours  
■ Salariés secteur privé


■ Fonctionnaires ( FPE, FPH et FPT)  
■ Non titulaires  
■ Apprentis ou contrat aidé

- **49,69 %** des demandes d'emploi concernent la catégorie C

# L'ACCOMPAGNEMENT À LA MOBILITÉ

## Missions

→ Prestation expérimentale pour accompagner les agents ne pouvant et/ou ne souhaitant plus exercer leurs fonctions dans la construction voire la mise en œuvre d'un projet professionnel réaliste

 0,60 ETP

 53 306 €

38 356 € en 2020

Financement FIPHFP :

14 870 €

- **Trois agents formés, des accompagnements menés en transversalité**
- **La collectivité est informée** si l'accompagnement se prolonge au-delà d'un 1<sup>er</sup> niveau
- **37 agents accompagnés :**
  - 75 % d'agents de catégorie C
  - La moitié des agents concernés relèvent de la filière médico-sociale
  - +/- ½ des accompagnements en 1 seul RDV
  - Une issue positive pour 11 agents accompagnés : repositionnement interne et/ou apaisement de la situation, nouvel emploi...
  - Souvent, pas de nouvelles des agents accompagnés malgré des relances
- **Des problématiques de santé souvent présentes et pouvant empêcher la mise en œuvre d'un projet**

# L'ACCOMPAGNEMENT À LA MOBILITÉ

## Missions

→ Prestation expérimentale pour accompagner les agents ne pouvant et/ou ne souhaitant plus exercer leurs fonctions dans la construction voire la mise en œuvre d'un projet professionnel réaliste

 0,60 ETP

 53 306 €

38 356 € en 2020

Financement FIPHFP :

14 870 €

- Accompagnement spécifique dans le cadre du **dispositif de la Période de Préparation au Reclassement (PPR)**
- **17 agents éligibles** en 2021 :
  - **6 agents ont refusé, dont 1 pour un reclassement direct** dans leur collectivité
  - **11 accompagnements en cours, dont :**
    - la **totalité en catégorie C - 1/3 issus de la filière technique, 2/3 de la filière médico-sociale**
    - **3 en formation longue et/ou diplômante**
- 9 PPR débutées en 2020 se sont achevées en 2021 :
  - 3 reclassements au sein de la collectivité
  - 2 agents travaillent dans le privé ou dans la FPE
  - 4 départs en retraite, dont 3 pour invalidité



# PÔLE MISSIONS TEMPORAIRES



**859 063€**

# LES MISSIONS TEMPORAIRES

## Missions

→ Assurer la continuité des services en remplaçant en collectivité un agent momentanément absent ou pour faire face à un accroissement temporaire d'activité



19,25 ETP

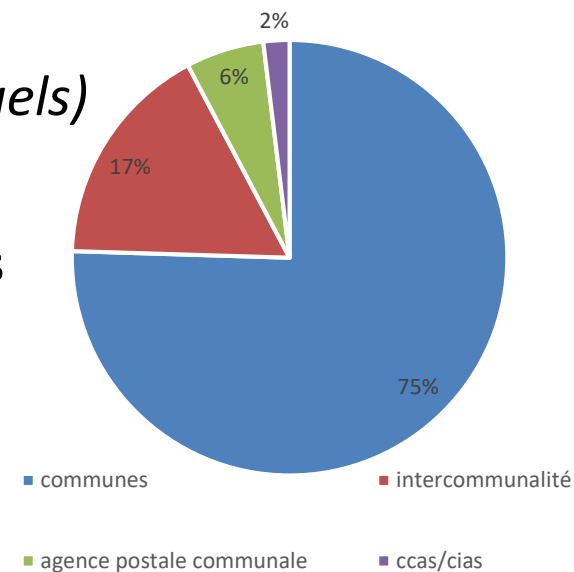


777 007 €

727 824 € en 2020

Mission facultative (avec financements propres) excédentaire de 2 413 €


- **155** employeurs territoriaux ont sollicité le Pôle (124 en 2020)
- **77** agents différents (76 contractuels et 1 fonctionnaire) intervenus sur le Pôle :
  - 65 agents administratifs et 12 agents du secteur sanitaire et social (+ **16 agents par rapport à 2020**)
  - **17,96 ETP** (fonctionnaires et contractuels)
- Répartition par type de collectivités :
  - **75 % des interventions en communes** dont 45 % dans des communes de moins de 500 habitants
- **80 % des interventions ont eu lieu dans le Béarn et 20% au Pays Basque**
- **28 339 heures d'intervention facturées** (25 001 en 2020, soit + **13,35 %**) dont **91 % relevant de la filière administrative**
- **30** agents du PMT ont trouvé un poste pérenne




# LE RECRUTEMENT ET LA FORMATION DE TRAVAILLEURS HANDICAPÉS

## Missions

→ Favoriser et accroître le recrutement durable de 30 personnes en situation de handicap dans le cadre des activités du PMT et au sein des communes du département

 0,20 ETP

 16 398 €

15 253 € en 2020

Financement FIPHFP versé en 2021 concernant plusieurs

exercices : 21 827 €


- **Renouvellement** de la formation au métier d'**Agent polyvalent administratif et comptable** pour les collectivités de moins de 1 000 habitants
  - Formation en alternance
  - **504 heures** : 224 h en centre de formation et 280 h en collectivité
- **5 Partenaires** : Région Nouvelle-Aquitaine, **GRETA-CFA Aquitaine (nouveau partenaire)**, Pôle Emploi et Cap Emploi Béarn et Pays Basque
- **2 financeurs** : le FIPHFP et la Région Nouvelle-Aquitaine
- **Possible prise en charge par le FIPHFP du temps passé par les tuteurs de stage**

# LE RECRUTEMENT ET LA FORMATION DE TRAVAILLEURS HANDICAPÉS

## Missions

→ Favoriser et accroître le recrutement durable de 30 personnes en situation de handicap dans le cadre des activités du PMT et au sein des communes du département

 0,20 ETP

 16 398 €

15 253 € en 2020

- **1 session organisée au Pays Basque** (septembre 2020 / janvier 2021) et **1 session en Béarn** (octobre 2021 / février 2022)
- **25 participants sélectionnés** à l'issue d'un processus mêlant un dossier de candidature (CV et lettres), des tests écrits et un entretien individuel
- **35 collectivités d'accueil** pour les stages pratiques
- **21 des 25 participants ont obtenu leur attestation de compétences, et ont passé en complément les certifications TOSA** (compétences informatiques) **et Voltaire** (orthographe et grammaire) – *2 abandons et 2 échecs*





À l'issue de la formation, de très bons résultats d'insertion professionnelle pour les 21 lauréats de la formation :


- **16 en emploi en collectivité**, sur emploi permanent ou en CDD, ou pour le Pôle Missions temporaires
- **1 est en CDD dans le secteur privé**
- **4 actuellement en recherche d'emploi**



# LES DIPLÔMES UNIVERSITAIRES

## Missions

→ Partenariat avec l'UPPA et les CDG du Bassin des Pays de l'Adour : proposer aux employeurs territoriaux des candidats formés aux métiers de secrétaire de mairie et de cadre administratif territorial

 0,18 ETP

 47 738 €

24 188 € en 2020

- **DU Métiers de l'Administration Générale Territoriale (créé en 2008)**
  - 4 CDG partenaires
  - 32 étudiants (session 2020 – 2022) – 3 *ajournés*
  - 30 étudiants (session 2021 – 2022) – *session en cours*
  - 396 h de cours
  - Coût de la subvention du CDG 64 à l'UPPA : **10 974 €** pour chacune des deux sessions
- **DU Cadre territorial (créé en 1999)**
  - 3 CDG partenaires
  - 12 étudiants (session 2019-2021)
  - Session 2020-2022 annulée faute d'un nombre suffisant d'inscrits
  - 16 étudiants (session 2021- 2023)
  - 64 h de cours
  - Coût pour le CDG 64 : **1 760 €** pour chaque session

## Enquête en ligne diffusée par courriel 8 mois après la fin de la formation



- **DU MAGT 2020 – 2022 – 29 étudiants ayant obtenu le DU – 19 pour lesquels nous avons des informations :**
  - Insertion professionnelle :
    - ✓ 19 travaillent en collectivité ou pour le Pôle Missions temporaires
  - Concours :
    - ✓ 8 lauréats du concours de rédacteur territorial
- **DU Cadre territorial 20219 - 2021 – 12 étudiants – 6 pour lesquels nous avons des informations :**
  - Insertion professionnelle :
    - ✓ Les 6 répondants sont en poste dans la FPT : 5 titulaires ou contractuels de catégorie B, 1 contractuelle de catégorie A
  - Concours :
    - ✓ 2 lauréats du concours d'attaché territorial

## Missions

→ Promouvoir l'emploi public territorial

→ Mener des actions d'information auprès de candidats à un emploi public, lauréats de concours et agents des collectivités

→ Renseigner le public

 0,18 ETP  
 17 918 €

37 146 € en 2020

## • INTERVENTIONS EN 2021

- 4 visioconférences en établissement de formation : environ 80 participants au total
- 1 intervention sous forme de **documentation transmise à des étudiants**
- 1 **Webinaire** en direction des demandeurs en situation de handicap co-animé avec CAP EMPLOI PAYS BASQUE : 73 participants
- 2 **forums** en direction des étudiants de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour : **environ 40** participants au total



# RAPPORT D'ACTIVITÉS ET RÉSULTATS COMPTABLES 2021

Direction de la publication : Nicolas PATRIARCHE – Juin 2022

Réalisation : les Directions du CDG 64

Coordination et conception graphique : Direction Générale du CDG 64

ISSN : 2648-5273

## CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

Maison des Communes  
Cité administrative - Rue Auguste Renoir  
CS 40609 - 64006 Pau Cedex

 05 59 84 40 40

 [direction@cdg-64.fr](mailto:direction@cdg-64.fr)



[www.cdg-64.fr](http://www.cdg-64.fr)